

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET  
D'ÉTAT AU 31 décembre 2015  
(Provisoire)

# SOMMAIRE

I. INTRODUCTION .....	1
II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES AIDES BUDGETAIRES ...	2
1. Mobilisation des ressources par service .....	2
Direction Générale des Douanes.....	3-6
Direction Générale des Impôts .....	7-8
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.....	9-11
Direction Nationale des Domaines et du Cadastre .....	12-14
Direction Générale de la Dette Publique .....	15-16
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat .....	17
2. Mobilisation des appuis budgétaires .....	18-19
III. EXÉCUTION DU BUDGET EN DÉPENSES .....	20
1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget .....	20-22
2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses .....	23-24
3. Situation d'exécution du budget par compte économique .....	25-42
4. Analyse de l'exécution du budget par fonction .....	43-44
5. Détail de l'exécution du budget par section .....	45-70

## I. INTRODUCTION

Le budget 2015 a été exécuté dans un contexte international marqué par une perspective de croissance mondiale qui devrait passer de 3,4% en 2014 à 3,5% en 2015. La croissance devrait être plus élevée qu'en 2014 dans les pays avancés (2,4%), mais plus faible dans les pays émergents (6,6%), du fait d'une dégradation des perspectives pour quelques grands pays émergents et pays exportateurs de pétrole.

Quant à l'inflation, elle devrait fléchir en 2015 tant dans les pays avancés (0,4% contre 1,4% en 2014) que dans la plupart des pays émergents et des pays en développement (2,7% contre 3,8% en 2014), en raison principalement de la baisse des prix du pétrole.

Au plan national, les perspectives macroéconomiques du Mali s'annoncent favorables. En effet, il est attendu une croissance de 5,0% et l'inflation devrait rester dans la norme communautaire de 3% en 2015, pour autant que la pluviométrie soit favorable.

Les ressources de la Loi de Finances au 31 décembre 2015 sans le financement extérieur du BSI ont été réalisées à hauteur de 1 414,873 milliards FCFA sur une prévision révisée de 1 417,990 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 99,78% contre 84,85% à la même période en 2014.

Les dépenses sans le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI) ont été exécutées à hauteur de 1 522,228 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 1 624,979 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 93,71% contre 87,20% à la même période en 2014.

Ci-dessous, le détail de l'exécution au 31 décembre 2015 des recettes budgétaires par service d'assiette et de recouvrement et des dépenses par budget, par nature, par fonction et par destination.

## II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES APPUIS BUDGETAIRES

### 1. Mobilisation des ressources par service :

Sur une prévision annuelle révisée de 1 417,990 milliards de FCFA, les réalisations au 31 décembre 2015 se sont chiffrées à 1 376,042 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 97,04% contre un taux de recouvrement de 84,85% à la même période en 2014. Le montant non réalisé par rapport à l'objectif annuel est de 41,948 milliards de FCFA.

La situation de recouvrement des recettes par service ainsi que les réalisations au titre des appuis budgétaires se présentent au 31 décembre 2015 comme suit :

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif annuel initial (1)	Objectif annuel révisé (2)	Réalisations au 31/12/2015 (3)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (4) = (2) - (3)	Taux de réalisation/objectif annuel (5) = (3) / (2)*100
DGD	430,500	450,000	480,114	-30,114	106,69%
DGI	610,304	630,000	631,235	-1,235	100,20%
DNTCP	24,193	24,193	26,338	-2,145	108,87%
DNDC	84,742	84,741	80,35	4,391	94,82%
DGABE	1,540	1,540	14,662	-13,122	952,08%
DGDP	4,998	4,998	4,927	0,071	98,58%
Total Recettes Budgétaires	1156,277	1195,472	1237,626	-42,154	103,53%
ABS	35,203	39,263	20,665	18,598	52,63%
ABG (DONS)	72,9	111,83	46,416	65,414	41,51%
ABG (PRETS)	55,4	71,425	71,335	0,09	99,87%
Total Appuis Budgétaires	128,3	222,518	138,416	84,102	62,20%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1284,577</b>	<b>1417,990</b>	<b>1376,042</b>	<b>41,948</b>	<b>97,04%</b>

NB :

\* Les recettes de la DGD et de la DGI intègrent les crédits TVA.

\* Les recettes de ce tableau n'intègrent pas les recettes des Budgets Annexes et des Comptes et Fonds Spéciaux.

## Direction Générale des Douanes

Après les résultats peu flatteurs de la Direction Générale des Douanes en matière de recettes en 2014, les prévisions de recouvrement des recettes douanières au titre de l'année 2015 ont été initialement fixées à 430,5 milliards FCFA dont 104,380 milliards FCFA sur les produits pétroliers et 326,120 milliards FCFA sur les autres marchandises. Dans le cadre du projet de Loi de Finances Rectificative, ces prévisions ont été revues à la hausse courant avril 2015 et portées à 450 milliards FCFA, soit 151 milliards FCFA sur les produits pétroliers et 299 milliards FCFA sur les autres marchandises.

En hausse de 32% environ par rapport aux réalisations de 2014, soit une valeur nominale de +108,4 milliards de FCFA, ce niveau prévisionnel des recettes douanières affiche la volonté des autorités budgétaires de fonder l'effort de reconstruction sur les ressources internes.

### A. Réalisations des recettes douanières au 31 décembre 2015 : (Cf. Tableau ci-dessous)

Pour la réalisation des objectifs de recettes qui lui sont assignés dans la Loi de Finances Rectificative 2015, la Direction Générale des Douanes a mis en œuvre un certain nombre de mesures qui combinées avec les avantages judicieusement exploités de la conjoncture économique internationale notamment la baisse du prix du pétrole ont donné des résultats assez satisfaisant.

Comme mesures, on peut citer entre autres :

- *Amélioration de la prise en charge des marchandises: apurement systématique des T1 et des manifestes ;*
- *Meilleure exploitation des résultats du scanning: renforcer l'exploitation des résultats du scanning ;*
- *Meilleure évaluation des marchandises: Application rigoureuse du PVI ;*
- *Compétence des bureaux: Proscrire la domiciliation au BEMEX et au BRE des déclarations relevant du régime commun.*

Tableau n°1 : Réalisations de recettes à la date du 31 décembre 2015

(En millions de FCFA)

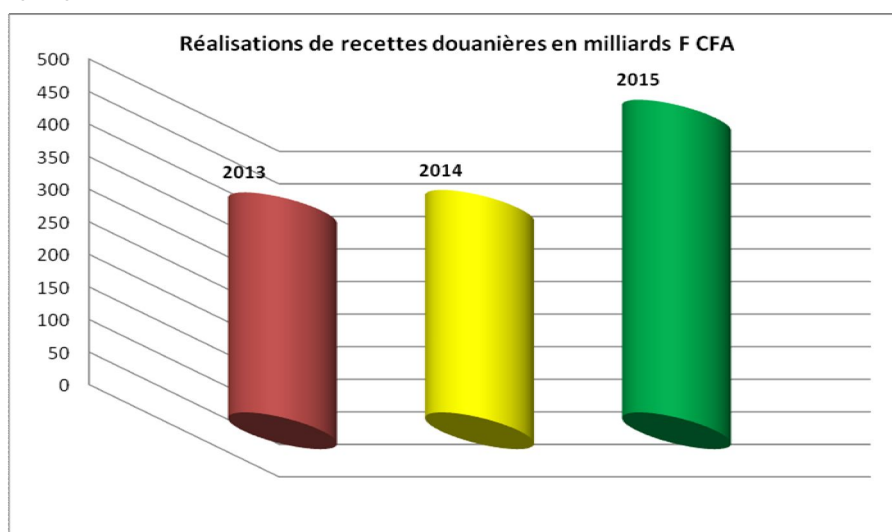
PREVISIONS ET REALISATIONS DE RECETTES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2015														
Bureaux	MOIS	Janv	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	oct	nov	déc	Somme
PP	Réalisations	10 399,8	12 140,5	12 891,4	15 438,9	18 174,7	17 830,0	13 728,0	17 430,5	16 802,0	18 007,6	19 098,8	17 373,5	189 315,8
	Prévisions	10 399,8	12 214,5	12 891,4	13 000,0	12 839,0	12 839,0	13 232,0	13 232,0	13 232,0	12 323,0	12 324,0	12 473,2	151 000,0
	Ecart	0,0	-74,1	0,0	2 438,9	5 335,7	4 991,0	496,0	4 198,5	3 570,0	5 684,6	6 774,8	4 900,3	38 315,8
PNP	Réalisations	19 323,6	23 356,2	25 252,9	24 965,7	22 410,8	22 494,8	26 754,9	23 623,9	23 328,2	27 373,7	23 409,6	28 503,3	290 797,8
	Prévisions	19 392,4	23 267,8	25 139,8	26 647,0	25 522,0	25 523,0	26 435,0	26 435,0	26 438,0	24 612,0	24 612,0	24 976,0	299 000,0
	Ecart	-68,7	88,4	113,1	-1 681,3	-3 111,2	-3 028,2	319,9	-2 811,1	-3 109,8	2 761,7	-1 202,4	3 527,2	-8 202,2
TOTAL	Réalisations	29 723,5	35 496,7	38 144,4	40 404,7	40 585,6	40 324,8	40 482,9	41 054,4	40 130,2	45 381,3	42 508,3	45 876,8	480 113,6
	Prévisions	29 792,2	35 482,3	38 031,2	39 647,0	38 361,0	38 362,0	39 667,0	39 667,0	39 670,0	36 935,0	36 936,0	37 449,3	450 000,0
	Ecart	-68,7	14,4	113,1	757,7	2 224,6	1 962,8	815,9	1 387,4	460,2	8 446,3	5 572,3	8 427,5	30 113,6

A la date du 31 décembre 2015, les recettes réalisées au cordon douanier se sont chiffrées à 480,114 milliards FCFA pour des prévisions de 450 milliards FCFA, soit un écart positif de 30,114 milliards FCFA et un taux de réalisation des prévisions de 106,7%.

Les réalisations de 2015 sont en hausse de 40,5% par rapport aux réalisations de 2014, soit un écart nominal de 138,5 milliards de FCFA. Les recettes mensuelles culminent à 45,9 milliards de FCFA atteint en décembre 2015.

Comme précédemment dit, ce résultat fait suite à l'effort managérial apporté à la prise en charge des marchandises dans les structures de dédouanement, ce qui a permis de soutenir les effets positifs de la baisse des prix fournisseurs du pétrole.

Graphique :



a. Recettes issues des produits pétroliers :

Sur une prévision de 151 milliards FCFA, il a été réalisé sur les produits pétroliers 189,3 milliards FCFA, soit un excédent de 38,3 milliards FCFA et un taux de réalisation des prévisions de 125,4%. Cette performance est surtout due au niveau satisfaisant des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers, profitant de la tendance à la baisse du cours du pétrole sur le marché international.

L'amélioration de la pression fiscale ne pourra pas à elle seule expliquer cette tendance haussière des recettes sur les produits pétroliers, il y a aussi un effet volumique. En effet, l'amélioration de la gestion du sous secteur a permis de réaliser une nette augmentation des volumes TTC mis à la consommation lesquels constituent la base de la taxation de ces produits au cordon douanier. Ainsi, suite à cette politique managériale, il a été réalisé en moyenne 72,5 millions de litres par mois de mise à la consommation TTC de produits pétroliers en 2015, contre une moyenne de 57 millions de litres en 2014 et un niveau prévisionnel de 62 millions de litres en 2015.

Rappelons qu'en 2015, les mises à la consommation mensuelles TTC atteignent leur pic en avril avec 87,2 millions de litres.

b. Recettes issues des produits non pétroliers :

Les recettes sur les produits non pétroliers en 2015 sont de 290,8 milliards FCFA pour des prévisions de 299 milliards FCFA, soient un écart négatif de 8,2 milliards FCFA et un taux de réalisation des prévisions de 97,3%.

En hausse de 14,7% par rapport aux réalisations de 2014, les recettes sur les marchandises solides feront l'objet d'attention particulière pour améliorer leur prise en charge comme c'était le cas des produits pétroliers en 2015.

B. Perspectives de recouvrement en 2016 :

Les prévisions de recettes 2016 de la Direction Générale des Douanes sont élaborées à partir des résultats du cadrage macroéconomique 2016 de l'économie malienne partagé avec la mission du Fonds Monétaire International (FMI) d'avril 2015 et des éléments conjoncturels pertinents.

Les recettes douanières au titre du Projet de Loi de Finances 2016 sont fixées à 512 milliards FCFA, dont 323,6 milliards FCFA sur les marchandises solides et 188,4 milliards FCFA sur les produits pétroliers.

La réalisation de cet objectif budgétaire impose à la Direction Générale des Douanes des recettes mensuelles moyennes de 42,7 milliards de FCFA, ce qui reste à sa portée. Pour se faire, elle demande, comme d'habitude, l'accompagnement de tous, notamment, celui du personnel douanier et du Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances.

Tableau n°2 : Perspective de recouvrement en 2016

TRIMESTRIALISATION DES RECETTES DOUANIERES AU TITRE DE L'ANNEE 2016													
(En millions de FCFA)													
	ANNEE	1 <sup>er</sup> Trimestre			2 <sup>ème</sup> Trimestre			3 <sup>ème</sup> Trimestre			4 <sup>ème</sup> Trimestre		
	2016	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	188 400	15 386	15 386	15 386	15 700	15 700	15 700	16 014	16 014	16 014	15 700	15 700	15 700
<b>PRODUITS NON PETROLIERS</b>	323 600	25 888	25 888	25 888	27 182	27 182	27 182	27 506	27 506	27 506	27 290	27 290	27 290
<b>TOTAL RECETTES</b>	512 000	41 274	41 274	41 274	42 882	42 882	42 882	43 520	43 520	43 520	42 990	42 990	42 990
MOIS (%)		<b>8,06%</b>	<b>8,06%</b>	<b>8,06%</b>	<b>8,38%</b>	<b>8,38%</b>	<b>8,38%</b>	<b>8,50%</b>	<b>8,50%</b>	<b>8,50%</b>	<b>8,40%</b>	<b>8,40%</b>	<b>8,40%</b>
TRIMESTRE (%)		<b>24,18%</b>			<b>25,13%</b>			<b>25,50%</b>			<b>25,19%</b>		
Total trimestriel		123 822			128 647			130 560			128 971		



## Direction Générale des Impôts

Les prévisions de recettes de l'exercice budgétaire 2015 de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont été initialement fixées à 610,303 milliards de FCFA.

Après le collectif budgétaire de juin 2015, ces prévisions ont été ramenées à 630 milliards de FCFA dans la Loi de Finances Rectificative.

### A. Réalizations des recettes fiscales au 31 décembre 2015

Tableau n°1 : Réalisations de recettes à la date du 31 décembre 2015

(En millions de FCFA)

DESIGNATION	PREVISIONS	RECOUVREMENTS	ECART	TAUX DE REALISATION
	(a)	(b)	c = (b-a)	d = (b/a)%
Impôts directs	332 174	330 828	-3	100,00%
Impôts indirects	278 342	271 945	-8 227	97,04%
Droits d'Enregistrement et de Timbre	19 484	28 462	8 940	145,88%
<b>TOTAUX</b>	<b>630 000</b>	<b>631 235</b>	<b>1,235</b>	<b>100,20%</b>

### B. Perspectives de recouvrement au 31 décembre 2015

(En millions de FCFA)

Rubriques	Projections 2016	Janvier	Février	Mars	Q1
Impôts directs	390 884	18 417	27 338	41 994	87 749
Impôts indirects	307 775	19 482	21 232	35 784	76 499
Droits d'Enregistrement et de timbre	21 341	1 254	1 368	1 564	4 185
<b>TOTAL BUDGET NATIONAL</b>	<b>720 000</b>	<b>39 153</b>	<b>49 938</b>	<b>79 342</b>	<b>168 433</b>

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes au premier trimestre 2016, la DGI entend mettre en œuvre la stratégie suivante :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés ;
- un meilleur suivi des contribuables qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;

- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés DGMP ;
- une recherche accrue des renseignements sur les contribuables ;
- la mise en place progressive d'un système informatique plus performant ;
- le suivi plus rapproché des opérations de contrôle pour accroître leur efficacité se poursuivra et une attention particulière sera portée au suivi des contrôles de crédits de TVA ;
- la mise en place des mesures de simplification et de clarification de la législation fiscale contenues dans l'Annexe Fiscale au projet de Loi de Finances 2016 notamment :
  - Aménagement du Code Général des Impôts en son article 81 concernant les dispositions traitant des transferts indirects de bénéfices ;
  - le minimum de perception de l'IS des sociétés de gestion de patrimoine immobilier ;
  - la simplification du régime simplifié d'imposition (RSI) dont le nombre d'acomptes passe de 12 à 4 ;
  - l'obligation de communication à la charge des sociétés de téléphonie.

Par ailleurs, la résolution du litige entre l'Etat et le groupe RANDGOLD relatif aux différents redressements opérés par l'administration fiscale, pourrait être de nature à contribuer à la réalisation de l'objectif de recettes de la période.

Enfin, la mise en œuvre des reformes ainsi que des activités de communication issues du plan stratégique de la DGI et le renforcement des contrôles internes seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

La présente stratégie est liée :

- à la réalisation des objectifs de croissance projetée ;
- à une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- au maintien des exonérations exceptionnelles à un niveau soutenable et une gestion efficiente des exonérations en cours.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- stabiliser le système informatique ;
- accompagner la Direction des Moyennes Entreprises pour la réussite de la mise en œuvre de ses réformes ;
- accompagner constamment les structures de recouvrement.

## Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 31 décembre 2015 et les perspectives de recouvrement du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 se présentent comme suit :

### A. Prévision et réalisation de recettes au 31 décembre 2015

(En millions de FCFA)

	3 <sup>ème</sup> Trimestre		4 <sup>ème</sup> Trimestre						Cumul au 31 Décembre 2015	
			Octobre		Novembre		Décembre			
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
<b>Impôts et Taxes</b>	13 181	15 030	1 453	1 594	1 641	1 795	1 313	2 035	17 588	20 454
<b>PMU</b>	4 500	4 122	500	467	500	518	500	575	6 000	5 682
<b>CASINO</b>	389	146	50	18	50	18	46	20	535	202
<b>TOTAL</b>	<b>18 070</b>	<b>19 298</b>	<b>2 003</b>	<b>2 079</b>	<b>2 191</b>	<b>2 331</b>	<b>1 859</b>	<b>2 630</b>	<b>24 123</b>	<b>26 338</b>

Les prévisions cumulées de recettes à la date du 31 décembre 2015 s'élèvent à 24 123 millions de FCFA dont 17 588 millions de FCFA d'impôts et taxes, 6 000 millions de FCFA pour le PMU et 535 millions de FCFA pour le CASINO.

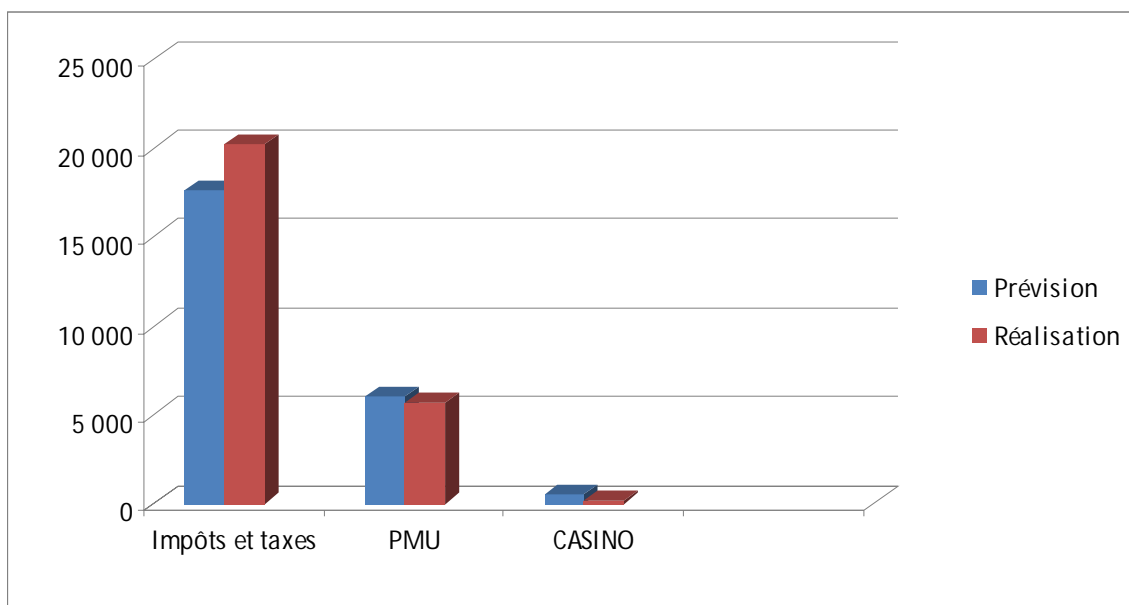
Quant aux réalisations de recettes à la même date, elles ont été de 26 338 millions de FCFA dont 20 454 millions de FCFA au titre des impôts et taxes recouverts par le Trésor, 5 682 millions de FCFA pour les recettes du PMU-MALI et 202 millions de FCFA recouverts au niveau du CASINO.

Globalement, il se dégage un excédent de réalisation de 2 215 millions de FCFA sur la prévision annuelle 2015 de la DNTCP.

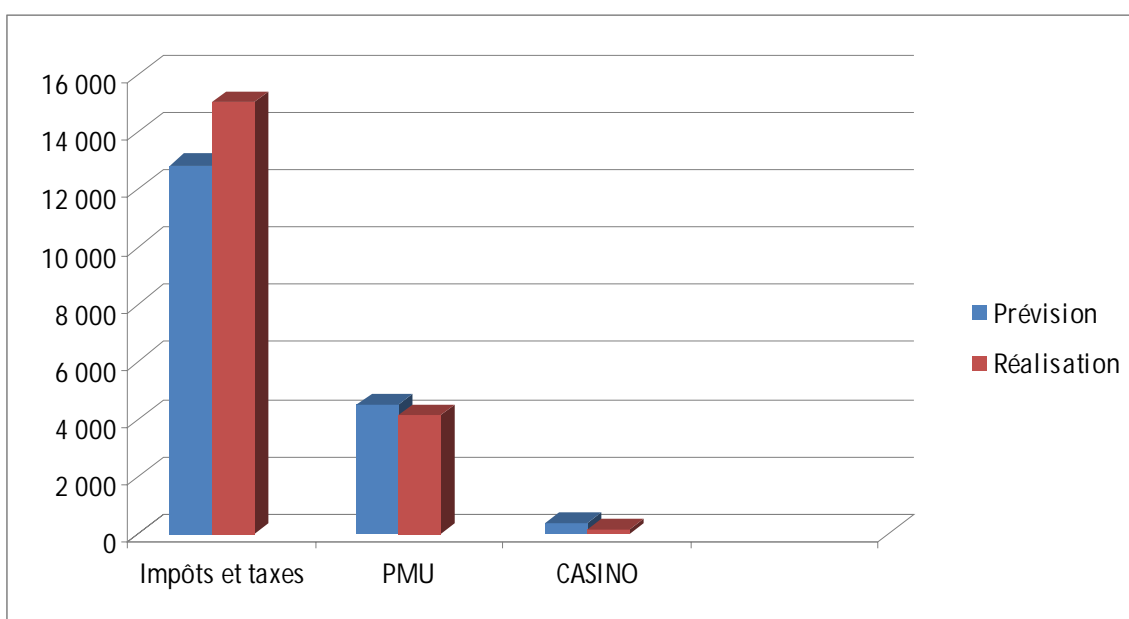
Cet excédent se rapporte exclusivement aux impôts et taxes recouverts par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Le taux de réalisation global par rapport aux prévisions cumulées est de 109% dont 116% pour les impôts et taxes, 95% pour le PMU et 36% pour le CASINO.

Cette performance est due au meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.



Graphique 1 :



B. Perspectives de recouvrement au 1<sup>er</sup> trimestre 2016

(En millions de F.CFA)

	Prévision 1 <sup>er</sup> Trimestre			Cumul au 1 <sup>er</sup> trimestre 2016
	Janvier	Février	Mars	
<b>Impôts et Taxes</b>	1 572	1 631	1 750	4 953
<b>PMU</b>	833	833	833	2 499
<b>CASINO</b>	7	17	17	41
<b>TOTAL</b>	<b>2 412</b>	<b>2 481</b>	<b>2 600</b>	<b>7 493</b>

Les prévisions de recettes du 1er trimestre 2016 sont évaluées à 7 493 millions de FCFA dont 4 953 millions de FCFA sur les Impôts et Taxes, 2 499 millions de FCFA en recettes du PMU et 41 millions de FCFA pour les recettes du CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

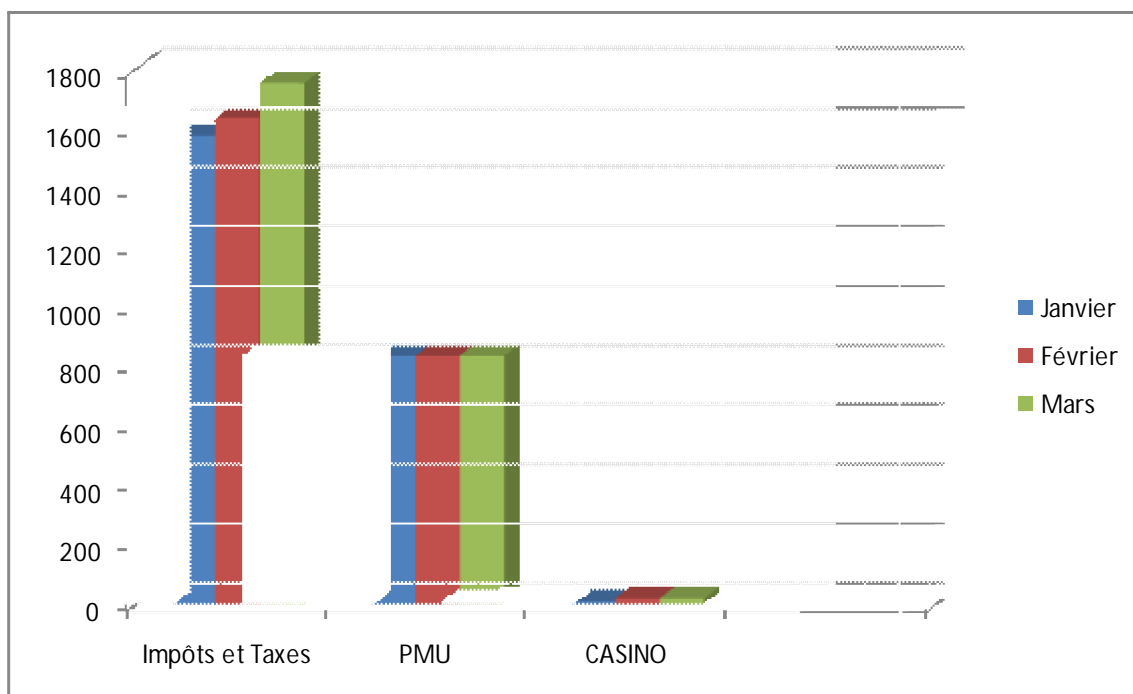
- Janvier : 2 412 millions de FCFA
- Février : 2 481 millions de FCFA
- Mars : 2 600 millions de FCFA.

Les perspectives de recouvrement de recettes du CASINO d'un montant de 41 millions de FCFA au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 se répartissent ainsi qu'il suit : 7 millions de FCFA pour le mois de janvier et 17 millions de FCFA respectivement en février et mars.

Quant aux Impôts et taxes, il est prévu une réalisation de 1 571 millions de FCFA en janvier, 1 632 millions de FCFA en février et 1 750 millions de FCFA en mars 2016.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement mensuel de 833 millions de FCFA sur les 3 premiers mois de l'année 2016.

Graphique 2 :



La DNTCP a pris les dispositions nécessaires pour atteindre son objectif de recettes de l'exercice budgétaire 2016 à fin décembre. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de Chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

## Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) au quatrième trimestre 2015 se présentent comme suit :

### A. Prévisions :

Les objectifs de recettes assignés à la DNDC par la Loi des Finances 2015 étaient de Quatre Vingt Quatre Milliards Quatre Cent Quatre Vingt Cinq Millions (84 485 000 000 FCFA). La prévision de 2015, comparativement à celles de 2014, a connu une augmentation de 16%. La situation comparative par rapport à l'année 2014 est donnée dans le tableau suivant:

Nature de recettes	Prévision 2014	Prévisions 2015	Ecart
TAV	25 400 000 000	30 000 000 000	+4 600 000 000
Dividendes/Minières	8 100 000 000	12 000 000 000	+ 3 900 000 000
Dividendes/Non-minières	23 973 485 000	24 958 000 000	+ 984 515 000
Recettes ordinaires	15 410 000 000	17 527 000 000	+ 2 117 000 000
Total	72 883 485 000	84 485 000 000	+11 601 515 000

### B. Les réalisations

La DNDC a réalisé à la date du 31 décembre 2015 un montant de 80 350 460 829 FCFA ; soit un taux de réalisation de 95,11% de la prévision annuelle de 84 741 400 000 FCFA contre une réalisation de 69 764 322 740 FCFA en 2014.

La situation des réalisations des différentes rubriques est donnée dans le tableau suivant :

Prévisions	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation
Nature			
TAV	30 000 000 000	25 253 290 686	84%
Dividendes/Minières	12 000 000 000	8 414 870 829	70%
Dividendes/Non-minières	24 958 000 000	32 846 403 084	132%
Recettes ordinaires	17 527 000 000	13 835 896 232	79%
Total	84 485 000 000	80 350 460 829	95, 11%

a. Taxe Ad Valorem (TAV)

Il a été recouvré un montant de 25 253 290 686 FCFA au 31 Décembre 2015 contre 13 345 578 232 FCFA en 2014, soit un taux de réalisation de 84%.

Il faut signaler que les hypothèses qui ont prévalu à l'établissement des prévisions annuelles (30 milliards de FCFA) de la taxe ad valorem, notamment le renchérissement du prix de l'or sur le marché international ainsi que l'entrée en production de trois nouvelles sociétés minières, se sont avérées loin de la réalité tout au long de l'année 2015.

Les sociétés minières, de façon globale, ont respecté, et même dépassé, leurs prévisions de production au cours de l'année 2015 et se sont acquittées de la TAV, même si la plupart est constituée des compensations de crédit TVA.

Ainsi, il ressort des situations ci-dessus que la non-atteinte de la prévision est due essentiellement à la baisse du cours de l'or sur le marché international qui s'est répercutée sur les paiements de taxe ad valorem.

C'est pourquoi, les prévisions de la taxe ad valorem, dans le contexte d'un marché en baisse (1 100 dollars l'once en moyenne), seraient réalistes si elles prenaient en compte les réalisations de l'année précédente.

b. Recettes Ordinaires

Les réalisations se sont chiffrées à 13 835 896 230 FCFA, sur une prévision de 17 527 000 000 FCFA, soit un taux de 79% contre un montant de 10 387 416 425 FCFA en 2014.

Les recettes ordinaires ont enregistré une augmentation spectaculaire en 2015(+3 448 479 805 FCFA) notamment à cause de la rétrocession, au mois de Décembre, à la DNDC des montants issus des aliénations d'immeubles suites aux opérations immobilières effectuées par l'ACI. Cette réalisation a permis d'améliorer la moyenne mensuelle de réalisations des recettes ordinaires qui s'est fixée à 1 520 000 000 FCFA alors qu'elles étaient de 700 000 000 FCFA durant les onze premier mois de l'année. Ce niveau de réalisations des recettes ordinaires, qui constitue un record dans l'histoire de la DNDC, a été fortement l'impacté par la mesure portant suspension des attributions des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales au cours de l'année 2015.

En effet, dans le cadre de l'assainissement de la gestion foncière, le Ministre des Domaines de l'Etat et son homologue de l'Administration Territoriale ont pris des Arrêtés interministériels portant suspension des attributions des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

Le premier Arrêté, qui était en vigueur du 21 août 2014 au 21 Février 2015, a été reconduit le 02 Mars 2015 pour une période de six (06) mois. C'est dire que la mesure de suspension a duré 12 mois dont huit (08) se rapportant à l'année 2015. Il faut signaler que la prévision de 17,527 milliards a été retenue en tenant compte de l'impact qu'aurait sur les recettes ordinaires l'adoption des projet de Décret portant révision à la hausse des prix de cession des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat mais qui est intervenu (en août 2015) alors que la mesure de suspension courait.

c. Dividendes des sociétés minières

Les réalisations de cette rubrique se sont chiffrées à 8 414 870 829 FCFA sur un objectif annuel de 12 000 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 70%.

Le niveau de paiement des dividendes des sociétés minières est en deçà des attentes. En effet sur les neuf sociétés minières en exploitation, seules trois (03) sociétés à savoir Morila S.A, Goukoto S.A et SEMOS S.A, ont fait des paiements.

Cette situation peut s'expliquer, d'une part, par le refus desdites sociétés à honorer leurs engagements malgré la réalisation de bénéfices et, dans une moindre mesure, par le bas niveau du cours de l'or sur le marché international d'autre part.

d. Dividendes autres sociétés

Les réalisations se sont chiffrées à 32 846 403 084 FCFA sur une prévision de 24 958 000 000 FCFA ; soit un taux de réalisation de 132 %. Cette performance s'explique par le paiement exceptionnel d'un montant de 25 489 186 128 FCFA de la part de la Société de Télécommunication du Mali (SOTELMA) en plus d'un montant de 2 112 997 743 FCFA de dividendes de la CMDT.

Il faut signaler que la DNDC a déployer, en 2015, d'énormes efforts pour le suivi des dividendes des autres sociétés à travers des séries de rencontres avec les responsables desdites sociétés pour leur expliquer le bien fondé de leur participation à l'atteinte des objectifs fixés en matière de recettes.

C. Les perspectives pour le quatrième trimestre 2015

Il est attendu, au titre des perspectives de recouvrement pour le premier trimestre de l'année 2016, un montant de 11 172 130 420 FCFA se répartissant comme suit :

- 5 400 000 000 FCFA de Taxe Ad Valorem ;
- 3 425 870 420 FCFA de recettes ordinaires ;
- 2 000 000 000 FCFA de dividendes des sociétés minières ;
- 300 460 000 FCFA de redevances superficielles ;
- 45 800 000 FCFA de taxe d'extraction.



## Direction Générale de la Dette Publique

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2015 est de Quatre Milliards Neuf Cent Quatre Vingt Dix Huit Millions (4,998 milliards de FCFA).

La situation d'exécution à la date du 31 décembre 2015 est de Quatre Milliards Neuf Cent Vingt Sept Millions (4,927 milliard de FCFA), soit un taux d'exécution de 99%.

Les perspectives de recouvrements du premier trimestre 2016 sont de 909 millions de FCFA.

La Direction Générale de la Dette Publique continuera de recouvrer les échéances courantes de dettes et de réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ci-joint le tableau des prévisions de recouvrement 2015 des prêts rétrocédés.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janv		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		sept		oct		nov		déc		TOTAL GEN	
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA		13			9	9			424	423	54			65			9				425	415	53	74	974	999
EDM-SA					250						250			500			250					306	250	194	1 000	1 000
SOGEM	249				251	421	324					420	241			420	245			317					1 627	1 261
BDM-SA							93	93											92	92					185	185
SOTELMA-SA							206	206											206	122		84			412	412
N-SUKALA					400	583											400	487							800	1 070
Prév. DGDP	249	13			910	1 013	623	299	424	423	304	420	241	565		420	904	487	615	214	425	805	303	268	4 998	4 927
Cumul DGDP		13				1 026		1 325		1 748		2 168		2 733		3 153		3 640		3 854		4 659		4 927		
Pourcentage	5				111		48		100		138		234				54		35		189		88		99	

## Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2015, il avait été inscrit dans la Loi de Finances des prévisions de recettes des cessions d'immobilisations incorporelles (recettes de privatisation) de 1 540 028 000 FCFA pour la DGABE.

Ces prévisions ont été faites sur la base de la cession de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) et du reste des ressources issues de la vente de la SOTELMA.

A la date du 31 décembre 2015, un montant de 14 661 492 500 FCFA a été recouvré au compte de la DGABE soit un taux de réalisation annuel de 952%. Ce montant se répartit comme suit :

- 12 023 892 500 FCFA au titre des ressources SOTELMA-SA ;
- 2 637 600 000 FCFA au titre de la cession de 10% des actions de la SOTELMA-SA au personnel.

En dépit des tentatives de cession de l'UMPP, le processus n'a pu être mené à terme au cours de l'année 2015.

Au titre de l'année 2016, aucune opération de privatisation n'est prévue. Quant aux produits de réforme de matériels et équipements durables, si les opérations de réforme ne connaissent pas de perturbations, procureront au 1er trimestre des recouvrements à hauteur de 150 millions FCFA.

Des difficultés existent cependant dans le schéma des recouvrements, notamment la privatisation de l'UMPP, la vente de l'Hôtel Club de Sélingué dont le processus reste inachevé du fait des appels d'offres infructueux ou de l'insuffisance des avis de manifestations d'intérêt.

S'agissant des produits de réforme, ils sont tributaires des incessantes suspensions des opérations de réforme et des ventes qui en découlent.

## 2. Mobilisation des Appuis Budgétaires :

Il convient d'indiquer que les Appuis Budgétaires sont constitués des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) et des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS). Les ABG se décomposent en dons et en prêts et rentrent dans le cadre de financement du déficit budgétaire.

Les ressources au titre des ABG inscrites dans la Loi de Finances Rectificatives 2015 s'élèvent à 183,255 milliards de FCFA contre 128,300 milliards de FCFA dans le budget initial 2015, soit une augmentation de 54,955 milliards de FCFA ou un taux de 42,83% et se décomposent par partenaire comme suit :

- Union Européenne.....26,200 milliards FCFA
- Pays-Bas.....7,800 milliards FCFA
- Danemark (ABG) .....6,280 milliard FCFA
- Annonces Bruxelles ..... 20,000 milliards FCFA
- Banque Mondiale.....57,505 milliards FCFA
- Banque Africaine de Développement.....12,670 milliards FCFA
- Fonds Monétaire International .....6,500 milliards FCFA
- Chine..... 26,000 milliards FCFA
- Agence Française de Développement.....20,300 milliards FCFA.

Quant aux ressources de l'ABS, elles se chiffrent à 39,263 milliards de FCFA dans la Loi de Finances Rectificatives 2015 contre 35,203 milliards de FCFA dans le budget initial 2015, soit une augmentation de 18,597 milliards de FCFA ou un taux de 52,83% et sont constituées :

- d'une part, de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur de 2,927 milliards de FCFA dont 1,567 milliard de FCFA pour le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et le District de Bamako, 600 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui au Développement Economique Régionale de Sikasso (ADER), 560 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à la Décentralisation de l'Education (PADE) et 200 millions de FCFA au titre du Programme de Développement Social et Urbain (PDSU) dans la région de Sikasso ;
- d'autre part, du montant d'appui budgétaire sectoriel de 36,336 milliards de FCFA résultant des annonces faites par les Partenaires Techniques et Financiers à savoir, le Canada et la CEDEAO.

### Situation d'exécution des appuis budgétaires au 31/12/2015

STRUCTURES	Objectif (1)	Objectif annuel révisé (2)	Réalisations au 31/12/2014 (3)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (4) = (2) - (3)	Taux de réalisation/objectif (5) = (3) / (2)*100
ABS	35, 203	39,263	20,665	18,598	52,63%
ABG (DONS)	72,9	111,83	46,416	65,414	41,51%
ABG (PRETS)	55,4	71,425	71,335	0,09	99,87%
Total Appuis Budgétaires	128,3	222,518	138,416	84,102	62,20%

Ainsi, sur une prévision annuelle révisée de 222,518 milliards de FCFA, il a été réalisé à la date du 31 décembre 2015 au titre des Appuis Budgétaires, un montant de 138,416 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 62,20% contre 39,48% en 2014.

### III. EXECUTION DU BUDGET EN DEPENSES

Les dépenses du budget d'Etat rectifié 2015 sans le financement extérieur du BSI se chiffrent à 1 624,979 milliards de FCFA sur lesquels, il a été exécuté au 31 décembre 2015 un montant de 1 522,228 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,71% contre 87,20% à la même période en 2014.

La situation d'exécution desdites dépenses se présente comme suit :

#### 1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget

(En milliers de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS REVISEES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Pouvoirs publics et Administrations centrales	1 129 438 875	1 226 286 107	1 150 573 238	93,83%
Administrations déconcentrées des régions	260 399 050	279 802 654	263 386 898	94,13%
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	101 268 739	118 298 412	108 267 680	91,52%
TOTAL	1 491 106 664	1 624 387 173	1 522 227 816	93,71%

Les dépenses des Pouvoirs Publics et des Administrations Centrales comprennent les dépenses des charges communes, des Institutions, des Départements Ministériels et des Etablissements Publics à caractère Administratif (y compris le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement).

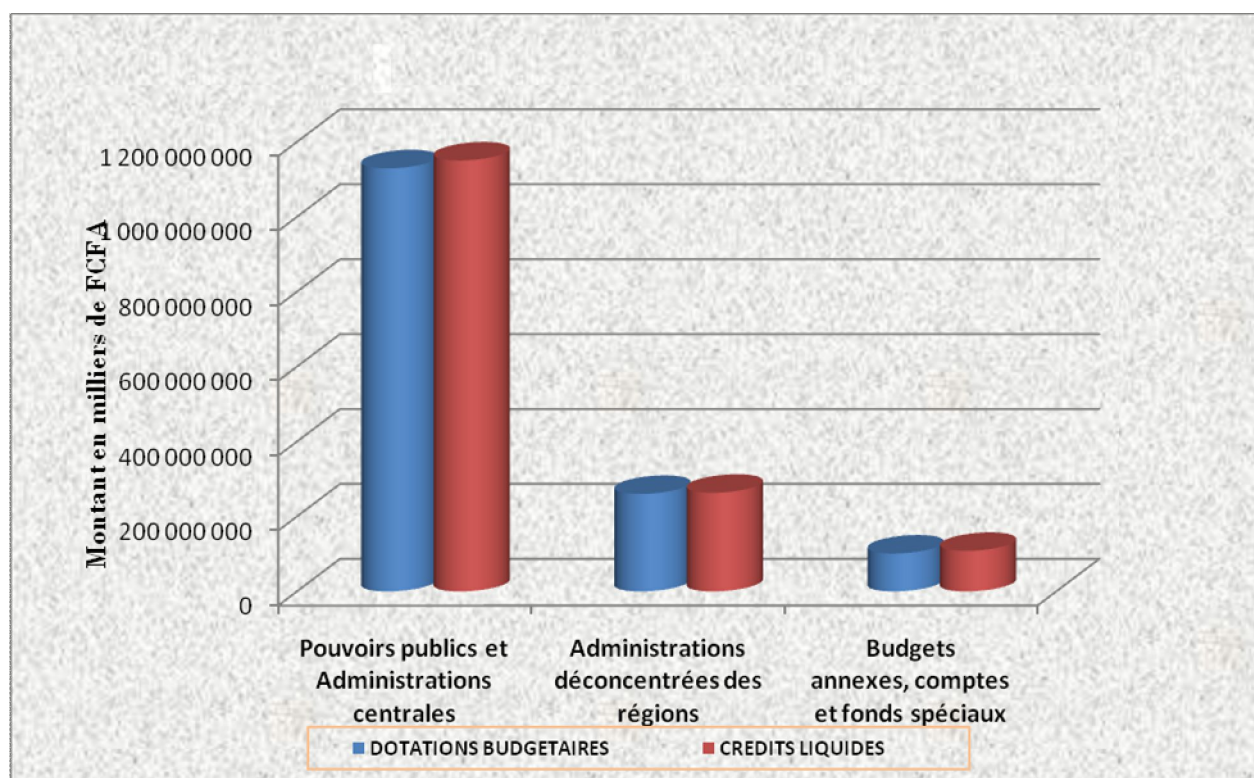
Le taux d'exécution des crédits au niveau des Pouvoirs Publics et Administrations centrales (93,83%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution, des dépenses de transfert et subventions, des salaires du personnel, des dépenses en équipement et investissement, des autres dépenses, des dépenses en communication et énergie, et des remboursements de la dette.

Le taux d'exécution élevé des crédits au niveau des administrations déconcentrées des régions (94,13%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution des salaires du personnel, des autres dépenses, des dépenses de matériels-fonctionnement, des dépenses de transfert et subventions et des dépenses en communication et énergie.

S'agissant des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux, leur niveau d'exécution est de 91,52% et est imputable aux budgets annexes des entrepôts du Mali dans les différents ports maritimes de la sous-région notamment dans les Entrepôts Maliens au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, au Ghana et en Mauritanie.

Ces budgets étant exécutés dans différents pays en dehors du Mali, leur exécution n'est pas interconnectée dans la chaîne informatique de la dépense, c'est après exécution qu'il est procédé à leur saisie dans la base de données informatiques de la loi de Finances.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur).



Ci-dessous, l'exécution détaillée des dépenses par nature de budget au 31 décembre 2015 (sans le BSI financement extérieur)

(En milliers de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS REVISÉES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
BUDGET GENERAL			
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES			
Personnel	179 406 438	176 065 675	175 926 833
Matériel & fonctionnement	78 453 702	72 320 792	70 842 245
Déplacement & mission	44 081 356	38 502 901	38 484 367
Communication & énergie	24 062 907	23 164 076	23 149 165
Autres dépenses	81 216 557	77 045 332	74 270 333
Bourses	13 410 688	12 880 943	12 880 943
Equipement et investissement	189 176 690	185 995 343	185 649 553
Transfert et subvention	253 229 672	241 405 320	240 145 259
Dettes	186 706 176	186 660 407	186 650 242
BSI financement intérieur	133 411 564	118 177 642	116 245 403
Appui budgétaire	36 336 075	22 350 354	19 707 128
Personnel (collectivité)	6 794 282	6 628 604	6 621 767
	1 226 286 107	1 161 197 388	1 150 573 238
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS			
Personnel	82 524 229	79 481 016	77 546 434
Matériel & fonctionnement	25 436 009	24 421 403	23 810 143
Déplacement & mission	4 248 747	3 549 948	3 495 794
Communication & énergie	10 183 203	9 714 545	9 294 794
Autres dépenses	29 679 041	27 693 793	27 276 205
Bourses	593 323	523 608	521 991
Transfert et subvention	3 160	2 528	2 528
BSI financement intérieur	9 409 490	8 720 606	8 172 740
Appui budgétaire	16 465 345	12 951 467	12 791 370
Personnel (collectivité)	2 927 000	2 906 689	2 807 894
Personnel	98 333 107	97 773 621	97 667 006
	279 802 654	267 739 224	263 386 898
TOTAL BUDGET GENERAL	1 506 088 761	1 428 936 613	1 413 960 136
BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX			
Budgets Annexes Comptes et Fonds Spéciaux	118 298 412	108 532 768	108 267 680
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET F	118 298 412	108 532 768	108 267 680
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>	<b>1 624 387 173</b>	<b>1 537 469 380</b>	<b>1 522 227 815</b>



## 2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses (Sans BSI financement extérieur)

(En milliers de FCFA)

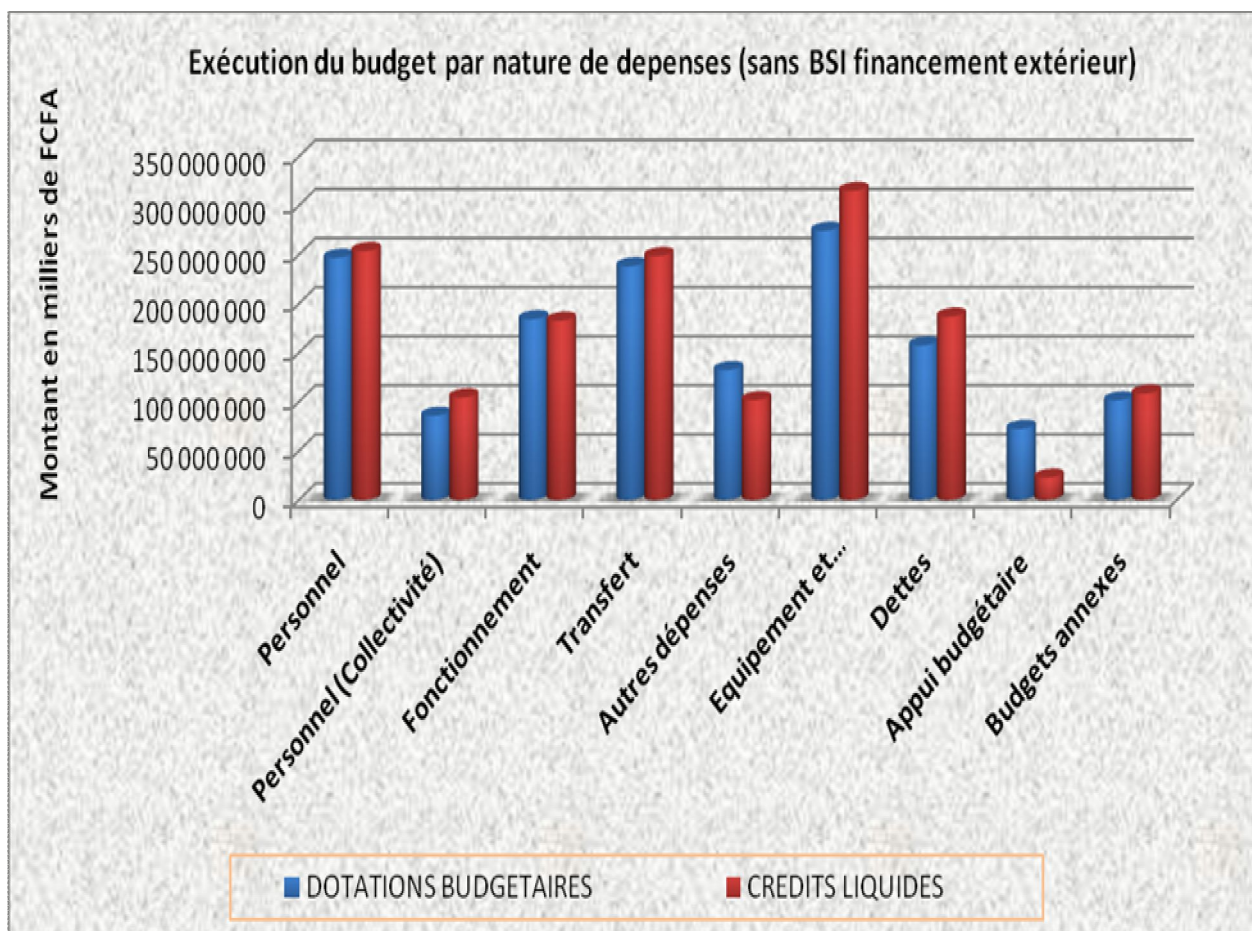
LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS REVISEES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Personnel	246 565 266	261 930 667	253 473 267	96,77%
Personnel (Collectivité)	85 635 488	105 127 389	104 288 773	99,20%
Fonctionnement	184 008 968	200 469 935	182 479 442	91,03%
Transfert	237 914 915	262 639 162	248 317 999	94,55%
Autres dépenses	132 139 495	110 895 598	101 546 538	91,57%
Equipement et investissement	274 098 932	339 056 759	314 688 854	92,81%
Dettes	157 292 000	186 706 176	186 650 241	99,97%
Appui budgétaire	72 182 861	39 263 075	22 515 022	57,34%
Budgets annexes	101 268 739	118 298 412	108 267 680	91,52%
<b>TOTAL</b>	<b>1 491 106 664</b>	<b>1 624 387 173</b>	<b>1 522 227 816</b>	<b>93,71%</b>

Il ressort de l'analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses au 31 décembre 2015, ce qui suit :

- a. les dépenses de personnel enregistrent un taux d'exécution de 96,77% pour le personnel de l'administration générale de l'Etat et de 99,20% pour le personnel des collectivités territoriales ;
- b. les autres dépenses enregistrent un niveau d'exécution de 91,57% contre 96,62% en 2014 dû essentiellement aux dépenses indiquées ci-après :
  - les dépenses électorales ;
  - les dépenses de formation ;
  - les frais de location des bâtiments administratifs baillés ;
  - la liquidation du passif régulier ;
  - les autres dépenses des Ministères ;
  - les dépenses exceptionnelles ;
  - l'entretien courant des bâtiments des Départements ministériels et des Régions.
- c. la rubrique transfert et subventions dégage un niveau d'exécution de 94,55% contre 97,07% en 2014 à la même période. Ce niveau d'exécution en 2015 se justifie par la prise en charge des dépenses de transfert d'équilibre de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale au titre du paiement des pensions, des bourses et allocations d'études, de l'avance à l'EDM-SA, des intrants agricoles, de l'appui à la promotion du gaz butane, de la participation au fonctionnement des Départements ministériels, de l'apurement du passif au titre de la dette, de la subvention à l'enseignement privé et des dépenses diverses de transfert des Régions.

- d. les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 91,03% contre 96,36% à la même période en 2014 imputable essentiellement aux dépenses liées aux :
- matériels didactiques, frais d'examen, demi-bourses et matières d'œuvres ;
  - besoins nouveaux des services ;
  - dépenses en alimentation des départements ministériels ;
  - dépenses de matériels et de fonctionnement des départements ministériels, des EPA et des Régions ;
  - besoins nouveaux des services.
- e. l'équipement-investissement (sans le financement extérieur du BSI) présente un taux d'exécution de 92,81% contre 90,05% en 2014 à la même période. Il s'agit essentiellement des dépenses en investissements en faveur de l'équipement de l'armée, des dépenses d'investissement au titre des opérations militaires « Badenko » au niveau des charges communes et des dépenses en investissement des ministères et des EPA.

Ci-dessous la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur).



### 3. Situation d'exécution des dépenses par compte économique

Au 31 décembre 2015, l'exécution détaillée des dépenses par compte économique se présente dans le tableau suivant :

#### PERSONNEL

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
2-611-20	Heures Supplémentaires	1 200 698	1 197 572	1 169 329
2-613-20	Frais d'examen	173 310	157 764	157 764
2-617-20	Entretien des Stagiaires	12 988	675	675
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	232 466	68 881	68 881
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	5 497 985	5 300 000	5 300 000
2-619-09	Autres dépenses de personnel	1 762 182	1 721 143	1 692 439
<b>TOTAL DEP</b>	<b>ENSES CHARGES COMMUNES</b>	<b>8 879 629</b>	<b>8 446 034</b>	<b>8 389 087</b>
DEPENSES DES MINISTERES				
2-611-00	Personnel	139 538 356	137 484 510	137 523 811
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 116 875	3 105 215	3 078 969
2-611-21	Heures supplémentaires (vac. justice)	22 291	19 546	19 546
2-613-20	Frais d'examen	52 180	52 177	52 177
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	3 851 208	3 575 499	3 653 342
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	46 895	46 895	19 200
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	11 863 550	11 863 550	11 863 550
2-619-05	Cotisation Etat (AMO)	308 416	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	870 000	870 000	870 000
<b>TOTAL DEP</b>	<b>ENSES DES MINISTERES</b>	<b>159 669 771</b>	<b>157 017 391</b>	<b>157 080 593</b>
DEPENSES DES E.P.A.				
2-611-00	Personnel	7 734 591	7 667 864	7 528 886
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 039 447	2 894 387	2 894 387
2-613-20	Frais d'examen	43 000	0	0
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	0	0	0
2-619-02	Personnel (Vacataire)	40 000	40 000	33 881
<b>TOTAL DEP</b>	<b>ENSES DES E.P.A.</b>	<b>10 857 038</b>	<b>10 602 250</b>	<b>10 457 153</b>
DEPENSES DES REGIONS				
2-611-00	Personnel	60 925 810	58 599 035	57 848 712
2-611-01	Personnel (K A Y E S)	1 166	0	0
2-611-04	Personnel (SEGOU)	70 083	70 083	70 014
2-611-05	Personnel (MOPTI)	4 809	0	0
2-611-07	Personnel administratif	3 903 780	3 767 116	3 440 198
2-611-22	Personnel cycle I	11 506 932	11 344 010	10 696 364
2-611-23	Personnel cycle II	5 107 033	5 013 992	4 817 427
2-611-24	Heures Supplémentaires (P. Adm.)	116 511	104 545	92 374
2-611-25	Heures Supplémentaires (P. Enseig.)	518 421	371 368	365 282
2-613-21	Indemnité double vacation	335 120	185 325	181 500
DEPENSES DES REGIONS				
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	34 564	25 542	34 564
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>82 524 229</b>	<b>79 481 016</b>	<b>77 546 434</b>
<b>TOTAL PERSONNEL</b>		<b>261 930 667</b>	<b>255 546 691</b>	<b>253 473 268</b>

## MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-621-13	Informatisation des salaires	594 944	591 923	591 923
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	6 636 115	6 610 383	5 881 850
3-622-12	Entretien matériel informatique	145 282	90 298	90 298
3-629-26	Célébration fêtes nationales	514 412	514 355	514 355
3-629-56	Conférences et visites (matériel)	38 072	33 687	33 687
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>7 928 825</b>	<b>7 840 646</b>	<b>7 112 113</b>
DEPENSES DES MINISTRES				
3-241-00	Mobilier pour logement	24 925	24 925	24 925
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	269 193	227 225	227 225
3-242-10	Matériel informatique	397 203	327 317	327 317
3-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Stru	16 056	15 859	15 859
3-244-10	Matériel technique, installation et outillage	77 869	62 164	62 164
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	10 094 365	8 176 702	8 172 818
3-621-14	Impressions & Imprimés	2 774 293	2 590 290	2 585 871
3-621-15	Fournitures techniques	4 635 082	3 927 508	3 907 170
3-621-16	Habillement	2 314 666	2 154 407	2 154 396
3-621-17	Alimentation	11 108 532	11 074 742	11 074 505
3-621-19	Dépenses de fonctionnement (Cellule SI	54 449	46 407	46 407
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	4 266 232	3 849 014	3 840 563
3-621-21	Alimentation des animaux	91 492	42 570	42 570
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	13 233	9 799	9 799
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	32 074	32 070	32 070
3-621-24	Alimentation poste de sécurité	315 901	277 992	277 992
3-621-25	Dépenses de fonctionnement (Comité sc	6 494	5 195	5 195
3-621-26	Dépenses de fonctionnement (frais de ré	80 000	80 000	80 000
3-621-29	Dépenses de fonct. (prog. vigoureux alph	1 222 400	1 148 298	1 032 177
3-621-30	Matériel didactique	3 129 616	3 104 222	3 030 222
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	3 834 494	3 770 251	3 765 304
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	585 992	585 984	562 520
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	373 960	373 959	362 409
3-621-38	Matériel (strat. scol. acc. passerelles)	123 455	123 454	123 454
3-621-50	Appui mise en œuvre PO CSL VIH/SID	68 800	68 799	68 784
3-621-51	Appui stratégie nationale contrôle interne	94 600	94 587	94 587
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	17 200	17 200	17 200
3-621-53	Appui activités renforcement capacités G	68 800	68 800	68 800
3-621-54	Appui supervision activités pédagogique	50 740	47 300	47 300

3-621-55	Appui suivi-évaluation cantines scolaire	4 300	4 300	4 300
3-621-56	Appui suivi-évaluation manuels scolaire	4 300	4 300	4 300
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	4 300	4 300	4 300
3-622-10	Entretien matériel de bureau	229 240	200 977	200 977
3-622-11	Entretien du matériel technique	17 060	13 621	13 621
3-622-12	Entretien matériel informatique	825 711	685 986	685 945
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	236 481	189 152	161 000
3-622-14	Réinsertion détenus	4 900	3 920	3 920
3-622-15	Journal officiel	20 623	16 435	16 435
3-629-11	Achat de médailles	34 501	34 501	34 501
3-629-16	Promotion touristique	141 100	112 880	112 880
3-629-18	Achat de vignettes	11 660	11 660	11 660
3-629-20	Achats Médicaments	3 548 464	2 969 656	2 939 931
3-629-21	Achat de vaccins	3 369 530	2 695 624	2 695 624
3-629-23	Produits pharmaceutiques (visas)	12 523	8 758	8 758
3-629-24	Produits pharmaceutiques	86 436	75 670	75 670
3-629-25	Achat de support IEC	24 831	19 794	19 794
3-629-27	Achat kâotrine	9 960	7 966	7 966
3-629-31	Frais Examens Cycle II	187 073	187 072	187 072
3-629-32	Frais Examens Enseig.Normal	311 460	311 460	311 460
3-629-35	Frais de concours	190 894	190 894	190 894
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 690 636	1 679 496	1 674 043
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	170 779	169 924	169 924
3-629-71	Besoins nouveaux activités sportives	196 719	196 718	196 718
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	146 080	146 035	145 435
3-629-76	Autres dépenses de matériel	2 694 947	2 340 029	2 248 838
3-629-77	Autres dépenses de matériel	313 848	286 240	285 821
3-629-84	Besoins nouveaux (phase finale)	174 866	174 866	174 866
3-629-85	Autres Dépenses de mat. (Plan C.A)	10 211	10 211	10 211
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	690 200	499 512	342 266
3-669-41	Calamités & Catastrophes naturelles	175 440	175 284	175 284
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>61 681 189</b>	<b>55 754 281</b>	<b>55 174 018</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	707 376	706 700	706 635
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	176 135	175 851	175 851
3-621-30	Matériel didactique	5 993 854	5 914 660	5 794 356
3-622-12	Entretien matériel informatique	53 254	52 720	52 720
3-629-38	Autres frais d'examen	244 491	207 415	207 413
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	1 668 578	1 668 518	1 619 140
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>8 843 688</b>	<b>8 725 864</b>	<b>8 556 114</b>

DEPENSES DES REGIONS				
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	56 665	45 317	41 148
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	2 641 965	2 293 952	2 234 194
3-621-14	Impressions & Imprimés	20 245	19 077	19 077
3-621-15	Fournitures techniques	128 360	102 605	98 553
3-621-17	Alimentation	28 000	22 400	22 400
3-621-18	Alimentation des cantines scolaires	1 835 753	1 800 831	1 793 757
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	175 914	137 292	134 274
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	55 086	53 032	52 490
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	300 712	295 282	280 567
3-621-30	Matériel didactique	1 447 250	1 415 241	1 415 024
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	1 879 715	1 742 075	1 548 302
3-621-35	Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADAR	1 678 893	1 659 748	1 582 764
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	873 443	872 737	846 076
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	9 039 439	8 841 840	8 785 007
3-621-39	Matériels didactiques (machines dactylo.	31 368	31 365	31 365
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	172 800	172 717	172 428
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	144 000	126 805	124 595
3-621-58	Appui production statistiques scolaires	144 000	126 082	108 953
3-621-59	Appui scolarisation des filles	156 436	135 633	133 416
3-621-60	Appui réparation manuels scolaires	195 716	195 564	195 564
3-622-10	Entretien matériel de bureau	5 169	4 135	3 994
3-622-11	Entretien du matériel technique	3 495	2 796	2 796
3-622-12	Entretien matériel informatique	267 285	214 011	205 757
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	603 140	591 290	537 762
3-629-31	Frais Examens Cycle II	1 635 906	1 615 824	1 572 898
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 406 959	1 402 667	1 378 843
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	125 137	124 587	119 191
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	31 680	31 281	31 281
3-629-80	Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	218 494	218 094	215 052
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	132 984	127 123	122 615
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		25 436 009	24 421 403	23 810 143
<b>TOTAL MATÉRIEL &amp; FONCTIONNEMENT</b>		<b>103 889 711</b>	<b>96 742 194</b>	<b>94 652 388</b>



## DÉPLACEMENT & MISSION

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-627-40	Hébergement	921 564	921 557	921 557
3-628-10	Indemnité de déplacement	862 852	862 851	862 843
3-628-20	Frais de transport	1 411 978	1 378 260	1 371 247
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	4 963 867	4 953 391	4 953 300
3-629-55	Conférences et visites (déplacement)	74 356	74 356	74 356
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>8 234 617</b>	<b>8 190 415</b>	<b>8 183 302</b>
DEPENSES DES MINISTERES				
2-613-22	Indemnité de Sport d'Elite	6 640	6 640	6 640
2-613-23	Indemnité de session	1 280 514	1 174 261	1 174 261
2-613-24	Indemnité Stages Pédagogiques	163 041	161 699	157 681
2-613-25	Primes de résultat	885 000	885 000	885 000
3-621-40	Carburants et lubrifiants	7 208 654	5 488 386	5 487 782
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	134 533	118 357	118 357
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	1 550	1 240	1 240
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	7 752 658	6 092 356	6 089 662
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	560 361	452 502	452 120
3-627-40	Hébergement	91 234	74 254	74 254
3-628-10	Indemnité de déplacement	5 085 359	4 596 136	4 595 724
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	102 686	102 686	102 686
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	56 043	56 043	56 043
3-628-14	Déplac. Examens Enseig.Normal	26 908	26 907	26 907
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	272 779	231 341	231 341
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	19 805	19 805	19 805
3-628-20	Frais de transport	7 563 065	6 680 923	6 679 865
3-628-22	Indemnité de mission	68 717	57 974	57 974
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	27 735	27 732	27 732
3-628-24	Frais Transport Enseig.Normal (examen	10 893	10 893	10 893
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	2 667 073	2 341 414	2 339 460
3-628-26	Frais de valise diplomatique	114 459	91 555	91 555
3-628-27	Fêtes armées	51 938	51 938	51 938
3-628-28	Transfert de détenus	5 000	4 000	4 000
3-628-29	Transport des retraités	249 000	248 105	248 105
3-628-31	Frais divers de transport à l'extérieur	164 121	133 214	133 214
3-628-32	Autres Dépenses de transport	78 000	62 400	62 400
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>34 647 766</b>	<b>29 197 759</b>	<b>29 186 638</b>

DEPENSES DES E.P.A.				
3-628-10	Indemnité de déplacement	13 611	12 213	12 213
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	66 373	65 313	65 313
3-628-18	Déplac. Examens Enseig. Supérieur	919 404	837 619	837 318
3-628-20	Frais de transport	199 585	199 582	199 582
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>		1 198 973	1 114 727	1 114 427
DEPENSES DES REGIONS				
3-621-40	Carburants et lubrifiants	420 522	373 844	366 185
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	167 267	133 805	133 414
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	10 152	8 119	8 119
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	209 696	167 693	163 786
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	248 478	198 761	196 394
3-627-40	Hébergement	23 610	18 888	18 888
3-628-10	Indemnité de déplacement	783 688	621 778	616 751
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	47 905	43 190	39 962
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	230 662	222 860	215 235
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	26 089	22 876	19 778
3-628-20	Frais de transport	1 822 794	1 530 581	1 511 533
3-628-21	Mission à l'Intérieur	244 880	195 633	194 720
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	13 004	11 919	11 027
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		4 248 747	3 549 948	3 495 794
<b>TOTAL DÉPLACEMENT &amp; MISSION</b>		<b>48 330 103</b>	<b>42 052 849</b>	<b>41 980 161</b>



## COMMUNICATION & ENERGIE

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-625-10	Electricité et eau	181 724	57 000	57 000
3-626-10	Redevances téléphoniques	195 213	182 193	182 193
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>		376 937	239 193	239 193
DEPENSES DES MINISTERES				
3-625-10	Electricité et eau	9 497 592	9 233 423	9 231 786
3-625-11	Eau	3 102 160	2 892 982	2 891 274
3-626-10	Redevances téléphoniques	8 236 633	8 035 796	8 032 189
3-626-12	Frais d'internet	1 278 963	1 251 675	1 243 758
3-626-20	Frais postaux	705 958	683 618	683 576
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>		22 821 306	22 097 495	22 082 583
DEPENSES DES E.P.A.				
3-625-10	Electricité et eau	700 087	677 669	677 669
3-625-11	Eau	101 906	94 958	94 958
3-626-10	Redevances téléphoniques	54 496	51 091	51 091
3-626-20	Frais postaux	8 175	3 670	3 670
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>		864 664	827 388	827 388
DEPENSES DES REGIONS				
3-625-10	Electricité et eau	7 032 236	6 836 591	6 646 524
3-625-11	Eau	856 344	820 146	745 681
3-626-10	Redevances téléphoniques	2 293 711	2 057 124	1 902 018
3-626-20	Frais postaux	912	684	570
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		10 183 203	9 714 545	9 294 794
<b>TOTAL COMMUNICATION &amp; ENERGIE</b>		<b>34 246 110</b>	<b>32 878 622</b>	<b>32 443 958</b>

## AUTRES DÉPENSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-623-20	Progr. de Communication du Gouverner	312 505	46 430	46 430
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	1 815 739	1 808 034	1 804 478
3-627-20	Frais de location logements baillés	286 296	286 296	286 296
3-629-40	Dépenses électorales	17 000 000	16 999 950	16 999 950
3-629-41	Frais de contentieux	1 452 057	1 452 057	1 451 851
3-629-42	Autres dépenses (sécurité alimentaire)	0	0	0
3-629-44	Dépenses exceptionnelles	7 066 442	6 936 507	6 936 507
3-629-61	Autres Dépenses (Patrouille mixte)	5 500 000	5 499 997	3 617 856
3-629-79	Dépenses non classées	1 069 675	1 069 360	1 069 360
3-661-10	Remboursement droits indûment perçus	1 251 337	1 251 307	698 468
3-663-10	Pertes aux changes	535 948	516 424	516 424
3-669-30	Liquidation du passif régulier	2 048 390	2 013 887	1 998 866
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>38 338 389</b>	<b>37 880 250</b>	<b>35 426 487</b>
DEPENSES DES MINISTERES				
2-617-10	Dépense de formation	4 748 744	4 152 041	4 112 524
3-622-30	Entretien des bâtiments	3 040 117	2 692 202	2 680 579
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	6 444 849	5 810 648	5 699 481
3-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	780 154	745 986	745 986
3-623-11	Frais de justice	398 800	397 140	397 140
3-623-21	Programme de Communication	637 872	575 045	568 941
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	6 744 625	6 735 470	6 735 470
3-627-12	Frais de location salles de cours	18 972	15 104	15 104
3-627-20	Frais de location logements baillés	124 742	99 782	99 782
3-629-02	Autre dépenses (habillement couchage)	24 000	24 000	24 000
3-629-03	Autres dépenses (acquisif cavalerie)	50 000	50 000	50 000
3-629-09	Autres Dépenses	13 216 382	11 920 808	11 912 658
3-629-13	Autres dépenses (grands prix)	20 000	20 000	20 000
3-629-14	Autres dépenses (festival ondes de liberté)	24 900	19 920	19 920
3-629-15	Autres dépenses (foires promot. comme	357 000	305 599	305 599
3-629-17	Autres dépenses (appui centres sportifs	7 602	7 601	7 601
3-629-19	Autres dépenses (assistance judiciaire)	170 000	156 000	156 000
3-629-22	Autres dépenses (soins médicaux)	876 976	701 580	701 580
3-629-33	Autres dépenses (aires protégées)	24 402	19 522	19 522
3-629-43	Autres dépenses (sécurité routière)	9 130	7 301	7 301
3-629-45	Autres dépenses (ISESCO)	55 797	44 637	44 637
3-629-46	Autres dépenses (achat livres)	21 054	16 843	16 843
3-629-47	Autres dépenses (initiatives cult. danses t	28 898	23 116	23 116
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	4 000	4 000	4 000
3-629-49	Autres dépense (constr. citoyenne)	109 560	109 558	109 558

3-629-50	Autres dépenses (aide culture)	90 000	90 000	90 000
3-629-51	Autres dépenses (aide presse)	90 000	89 568	89 568
3-629-52	Autres dépenses (activités culturelles)	83 000	82 999	82 999
3-629-57	Autres dépenses (recueil)	114 100	110100	110100
3-629-58	Autres dépenses (Relations Institutions)	8 173	6 538	6 538
3-629-59	Autres dépenses (révision listes électorales)	300 000	239 999	239 999
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	1 872 281	1 755 716	1 755 716
3-629-73	Autres Dépenses (appui sports)	589 408	577 249	577 249
3-629-78	Autres dépenses (annuaires statistiques)	94 853	75 882	75 882
3-629-81	Autres dépenses (rencontre chasseurs O	2 490	0	0
3-629-86	Autres Dépenses (dialogue social)	24 900	19 920	19 920
3-629-87	Autres Dépenses (journée africaine F.P.	6 640	5 312	5 312
3-629-88	Autres dépenses (quinzaine environnem	24 900	24 895	24 895
3-629-89	Autres dépenses (forum act. promof inv	166 000	132 800	132 800
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>41 405 321</b>	<b>37 864 882</b>	<b>37 688 321</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
2-617-10	Dépense de formation	835 151	803 865	659 189
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	220 345	212 105	212 105
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	331 246	203 480	203 480
3-629-09	Autres Dépenses	86 105	80 752	80 752
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>1 472 847</b>	<b>1 300 201</b>	<b>1 155 525</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
2-617-10	Dépense de formation	22 939 878	21 941 990	21 940 320
2-617-12	Dépense de Formation initiale ( Enseig. S	45 716	39 599	33 507
2-617-13	Dépense de Formation continue (Enseig	21 283	18 992	17 395
2-617-14	Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pe	116 042	101 699	91 906
2-617-15	Dépense de Formation (Curriculum Seco	32 180	29 338	25 278
2-617-16	Dépense de Formation (Curriculum Fond	308 328	277 070	259 020
2-617-17	Dépense de Formation initiale des enseig	218 003	192 072	178 522
2-617-18	Dépense de Formation continue des ens	409 021	383 348	358 409
3-622-30	Entretien des bâtiments	2 706 344	2 158 522	1 946 917
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	631 531	596 346	582 931
3-622-32	Entretien courant des écoles	960 430	941 672	888 800
3-623-21	Programme de Communication	22 985	18 141	17 890
3-629-01	Autres dépenses (CROCSAD)	24 000	13 551	13 551
3-629-09	Autres Dépenses	620 802	496 611	490 938
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	7 000	5 600	5 600
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	23 544	18 834	18 044
3-669-30	Liquidation du passif régulier	591 954	460 410	407 176
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>29 679 041</b>	<b>27 693 793</b>	<b>27 276 205</b>
<b>TOTAL AUTRES DÉPENSES</b>		<b>110 895 598</b>	<b>104 739 125</b>	<b>101 546 537</b>

## BOURSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	1 142 640	763 619	763 619
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>		1 142 640	763 619	763 619
DEPENSES DES E.P.A.				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	12 268 048	12 117 324	12 117 324
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>		12 268 048	12 117 324	12 117 324
DEPENSES DES REGIONS				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	593 323	523 608	521 991
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		593 323	523 608	521 991
<b>TOTAL BOURSES</b>		<b>14 004 011</b>	<b>13 404 551</b>	<b>13 402 934</b>

## EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
5-211-20	Etudes et recherches	100 972	100 972	100 972
5-231-10	Travaux et constructions	190 627	189 448	154 470
5-234-11	Dépenses en investissement diverses	10 057 169	10 045 016	10 045 016
5-234-29	Dépenses en Investissement (Opérat0 B	24 004 080	24 004 080	24 004 078
5-234-31	Dépenses en investissement (Equipeme	27 285 943	27 285 940	27 285 939
5-260-00	Participation financière	14 090 545	14 090 544	14 090 544
5-264-10	Reliquat/Marchés sur Exerc. Anter.	359 170	348 000	348 000
5-661-20	Dépenses fiscales (Rembours. Exonération	3 395 535	3 395 534	3 395 534
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>		79 484 041	79 459 534	79 424 553
DEPENSES DES MINISTERES				
5-211-20	Etudes et recherches	1 118 841	1 043 568	1 016 499
5-211-21	Etudes et recherches (CNS)	25 000	18 332	18 332
5-231-10	Travaux et constructions	3 000 000	2 899 991	2 748 141
5-231-25	Travaux et Constructions (Pt. Manankon	0	0	0
5-231-26	Travaux Bitumage Route Konobougou-B	5 793	0	0
5-231-30	Fana-Dioila (40Km) &Elargissement du p	387 234	387 234	387 234
5-231-31	Route Banamba (Liaison RN27-Touba 13	0	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	79 187 615	78 746 511	78 744 968
5-234-18	Acquisition immob. (Livraison bateau fon	0	0	0
5-234-25	F. lumineux solaires 27 CSCOM, 26 Eco	0	0	0
5-234-30	Dépenses en Investissement (Alevins)	0	0	0
5-234-32	Dépenses en Investissement (Monture)	850 000	850 000	850 000

5-234-37	Dépenses en Investissement (Matériel M	7 000 000	7 000 000	7 000 000
5-243-10	Matériel de transport	1 858 000	1 858 000	1 858 000
5-621-10	Equipement & mobilier de bureau	6 740	6 739	6 739
5-629-10	Equipements Services Sécurité	3 500 000	3 200 000	3 200 000
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>96 939 223</b>	<b>96 010 373</b>	<b>95 829 912</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	1 326 318	1 101 456	1 068 447
5-234-10	Dépenses en Investissement	11 427 108	9 423 980	9 326 641
5-234-16	Dépenses en Investissement (Intercon. 1	0	0	0
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>12 753 426</b>	<b>10 525 436</b>	<b>10 395 088</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	3 160	2 528	2 528
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>3 160</b>	<b>2 528</b>	<b>2 528</b>
<b>TOTAL EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT</b>		<b>189 179 850</b>	<b>185 997 871</b>	<b>185 652 081</b>

## TRANSFERT ET SUBVENTION

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
3-669-10	Restructuration des Entreprises Publique	561 552	561 552	561 552
4-631-13	Personnel E.P.A.	90 774	0	0
4-631-46	Subvention (indemnisation victimes)	6 000 000	0	0
4-632-02	Avance aux entreprises	30 000 000	30 000 000	30 000 000
4-632-03	Avance District de Bamako (Entretien)	2 000 000	2 000 000	2 000 000
4-632-17	Subvention (Intrants)	37 500 000	37 478 136	37 478 128
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	2 136 387	2 136 386	2 136 386
4-643-10	Participation au fonctionnement	28 587 799	28 275 409	28 242 637
4-643-18	Participation au fonctionnement (Struct. A	500 000	500 000	500 000
4-643-19	Participation au fonctionnement (Fond de	1 500 000	1 500 000	1 500 000
4-643-20	Participation au fonctionnement (Retour	1 500 000	1 498 821	1 498 821
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	3 998 716	3 998 505	3 998 505
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 253 823	1 242 689	1 237 815
4-649-20	Filet Social Ajustement	9 507 790	9 506 823	9 503 573
4-649-31	Dépenses diverses de transfert (inondation	199 991	199 990	199 990
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>125 336 832</b>	<b>118 898 312</b>	<b>118 857 407</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
2-615-20	Frais d'hospitalisation	732 830	717 056	717 056
2-619-03	Entretien Entraîneur National	476 000	476 000	474 800
4-221-03	Appui Fonct. Antennes Douanes à l'Extérieur	11 620	9 296	9 296
4-221-06	Appui fonct. secrétariat fonds eau	17 430	13 866	13 866
4-631-10	Subvention aux organismes publics	3 356 008	2 786 931	2 780 297

4-631-20	Subvention aux organismes publics (Prog.	473 008	472 848	467 633
4-631-21	Subvention aux organismes publics (Prog.	862 137	862 137	862 104
4-631-23	Subvt0 organismes pub.(lutte contre mala	202 696	162 077	145 860
4-631-32	Subvention aux organismes publics (Coo	124 092	124 049	124 049
4-631-33	Subvention aux organismes publics (GZI	16 600	16 600	16 600
4-631-38	Subvention Haut Conseil Maliens de l'Ex	58 100	46 480	46 480
4-631-45	Subvention (gest0 marché poisson)	29 880	23 901	23 901
4-631-50	Subvention aux org. pub. (Santé de repro	100 000	79 994	79 994
4-632-13	Subvention (appui PPM)	73 281	0	0
4-632-14	Subvention (pôle mère-enfant)	40 000	40 000	40 000
4-632-18	Subvention (Mutuelle)	271 760	271 760	271 760
4-632-20	Subvention (C.L.C.C.D.F)	70 550	56 157	56 157
4-632-21	Subvention (clinique opt. Mali-Cuba)	80 000	0	0
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	910 505	814 685	812 185
4-632-52	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon	16 600	16 545	16 545
4-632-53	Subvention (appui centre saisie fichier ex	57 270	56 779	56 482
4-639-10	Participation au fonctionnement (PRODE	637 810	624 634	624 634
4-639-14	Participation au fonctionnement (système 1	60 200	48 082	48 081
4-639-16	Contribution Etat au RAMED	0	0	0
4-639-17	Subvention (artisans)	83 000	73 038	73 038
4-639-18	Participation au fonctionnement (CNT NU	124 500	99 600	99 600
4-639-19	Participation au fonctionnement (CNELA	17 458	13 907	13 902
4-639-22	Participation au fonctionnement (HAC)	83 000	66 344	66 344
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	430 340	346 532	346 532
4-641-12	Participation au fonctionnement (SIGTAS	966 120	966 032	811 132
4-641-13	Appui fonctionnement cellule CSLP	320 952	320 951	320 211
4-641-14	Appui éducation de base	21 912	21 909	21 909
4-641-15	Appui enseignement secondaire	597	590	590
4-641-16	Appui CENESS	67 523	67 521	67 521
4-641-17	Appui fonct. comité viabilité dette publique	33 200	26 548	26 548
4-641-18	Appui fonctionnement CAISFF	277 220	277 201	275 105
4-641-19	Appui fonct.CARFIP	415 000	414 056	353 077
4-641-21	Appui fonct. CCS/SFD	174 300	139 322	139 322
4-641-23	Appui fonct.comm. nat. droits de l'homme	10 588	8 470	8 470
4-641-24	Appui fonct. comm. nat. de l'OHADA	1 617	1 294	1 294
4-641-25	Appui fonct. comm. ch. travaux d'int. gl.	809	647	647
4-641-26	Appui fonct. comm. ch. médiation pénal	809	647	647
4-641-27	Appui Etat Civil	120 896	96 717	96 717
4-641-28	Appui PNEC	19 099	16 042	16 042
4-641-29	Appui GM/HCI	9 369	7 493	7 493
4-641-31	Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Financier	58 100	58 095	57 399
4-641-33	Appui PAGAMGFP (VG)	50 000	50 000	50 000
4-641-35	Appui PAGAMGFP (CAISFF)	400 000	399 840	399 840

4-641-36	Appui PAGAMGFP (CF/AN)	120 000	120 000	120 000
4-641-39	Appui PAGAMGFP (CGSP)	500 000	365 873	365 873
4-641-40	Appui PAGAMGFP (CNSC)	50 000	50 000	50 000
4-641-41	Appui PAGAMGFP (DGABE)	80 000	78 047	78 047
4-641-42	Appui PAGAMGFP (DGB)	205 000	117 676	112 630
4-641-45	Appui PAGAMGFP (DGCE)	50 000	28 732	28 732
4-641-46	Appui PAGAMGFP (DGD)	350 000	333 898	333 898
4-641-47	Appui PAGAMGFP (DGDP)	40 000	14 704	14 704
4-641-48	Appui PAGAMGFP (DGI)	500 000	467 575	467 575
4-641-52	Appui PAGAMGFP (DGMP/DSP)	100 000	97 151	97 151
4-641-53	Appui PAGAMGFP (DNCF)	145 000	144 573	144 573
4-641-55	Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)	40 000	39 999	39 999
4-641-56	Appui PAGAMGFP (DNDC)	320 000	238 264	238 264
4-641-57	Appui PAGAMGFP (DNI)	30 000	30 000	30 000
4-641-58	Appui PAGAMGFP (DNPD)	115 000	97 131	97 131
4-641-60	Appui PAGAMGFP (DNTCP)	580 000	579 869	579 869
4-641-62	Appui PAGAMGFP (DRH-SDEF)	135 000	134 058	134 058
4-641-63	Appui PAGAMGFP (IF)	60 000	59 990	59 990
4-641-64	Appui PAGAMGFP (SC/CS)	200 000	199 971	199 971
4-641-65	Appui PAGAMGFP (CARFIP)	280 000	275 648	251 157
4-641-69	Appui formation CFD	307 100	304 600	304 600
4-641-70	Appui fonctionnement CERCAP	17 430	13 944	13 944
4-641-76	Appui PAMORI	364 320	276 057	275 092
4-641-77	APPUI PAGAMGFP (CDI)	30 000	29 000	29 000
4-642-11	Organisation championnats	26 560	26 450	26 450
4-642-20	Subvention Enseig. Privé	2 545 642	2 545 642	2 545 642
4-643-10	Participation au fonctionnement	7 560 163	7 135 719	7 041 590
4-643-14	Transfert en Invest. (Compte spécial Or	83 000	66 396	66 396
4-643-16	Participation au fonctionnement (CIGEM	53 950	43 155	43 155
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	57 799	57 710	57 709
4-643-23	Participation au fonctionnement (MAEP)	99 600	79 670	79 670
4-643-24	Participation au fonctionnement (indemn	319 168	109 360	109 360
4-643-25	Participation au fonct. (sect. tech. orient.)	107 070	85 655	85 655
4-643-27	Participation au fonct. (déléga0 minist./inst	23 240	18 592	18 592
4-643-28	Participation au fonction. (Agence Dév. R	1 200 000	1 200 000	1 200 000
4-644-10	Subvention césarienne	1 141 488	913 190	913 190
4-644-11	Subvention femmes cancéreuses	374 218	374 218	374 217
4-644-12	Subvention CADD	50 000	40 000	40 000
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	194 870	172 175	172 175
4-645-33	Contribution (formation)	50 000	40 000	40 000
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 106 503	1 051 341	1 051 339
4-649-14	Dépenses diverses de transfert (ACODE	62 250	49 799	49 799
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrit0 promot0 Hygiène	229 500	183 524	183 524

4-649-16	Lutte contre les IST/SIDA	2 131 500	2 124 639	2 115 219
4-649-18	Subvention lutte contre Dracunculose	15 000	11 644	11 644
4-649-21	Transfert au Fonds Nat. Agr.	5 000 000	5 000 000	5 000 000
4-649-22	Transfert au Fonds appui autonom. Femme	400 000	400 000	400 000
4-649-23	Transfert au Fonds comp. inov. techno.	1	0	0
4-649-30	Assistance Technique	237 868	237 845	237 845
4-650-02	Appui jeunesse	21 912	21 860	21 860
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>40 074 938</b>	<b>37 278 013</b>	<b>36 892 447</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
4-221-05	Participation au fonctionnement (C.Stat.	166 000	132 800	132 800
4-631-10	Subvention aux organismes publics	21 420 303	19 973 443	19 704 015
4-631-11	Subvention aux organismes publics (dial	1 000 000	1 000 000	1 000 000
4-631-12	Participation Rech. Agronomique	282 572	226 028	226 028
4-631-13	Personnel E.P.A.	23 279 074	22 770 170	22 489 061
4-631-14	Electricité & Téléphone	5 962 076	5 738 980	5 558 073
4-631-16	Subvention E.P.A.	700 000	699 909	699 909
4-631-17	Subvention E.P.A.	1 012 500	1 012 307	1 012 307
4-631-18	Heures supplémentaires (cours)	241 800	241 495	241 495
4-631-19	Personnel bi-appartenant	924 759	883 516	866 719
4-631-27	Subvention aux organismes pub. (appui	182 600	146 080	146 080
4-631-28	Subvention aux organismes pub.(produc	33 700	26 960	26 960
4-631-29	Subvention aux organismes pub (part pat	3 200 000	3 200 000	3 200 000
4-631-30	Subvention aux organismes (volontariat	240 057	240 057	240 057
4-631-34	Subvention aux organismes publics (cré;	66 400	53 120	53 120
4-631-35	Subvention aux organismes publics (pro	6 640	5 246	5 246
4-631-36	Subvention aux organismes publics (pres	737 775	735 664	735 664
4-631-37	Subvention Caisse de Sécurité	20 800 000	20 800 000	20 800 000
4-631-39	Subvention Bande Ku	399 173	398 799	398 799
4-631-40	Subvention aux organismes publics (radie	100 800	100 789	57 652
4-631-41	Subvention aux organismes pub. (afflux	12 383	12 382	12 382
4-631-42	Subvention aux org. pub. (produits de ce	9 794	9 789	9 789
4-631-44	Subvention (location fibre optique)	962 880	902 700	902 700
4-631-48	Subvention (entretien bâtiments)	33 200	26 560	26 560
4-632-15	Subvention (rencontre photographique)	41 707	33 319	33 319
4-632-19	Subvention (réinsenf Jeunes)	206 400	206 400	206 400
4-632-51	Subvention (transmission CAN 2015)	415 000	415 000	415 000
4-639-12	Participation au fonct. réseau intranet CI	9 495	9 494	8 233
4-639-14	Participat0 au fonctionnement (système L	27 225	27 219	21 759
4-639-20	Contribution au fonct. (surv. aéroport.)	400 000	320 000	320 000
4-641-37	Appui PAGAMGFP (CFCT)	30 000	30 000	30 000
4-641-38	Appui PAGAMGFP (CFD)	50 000	50 000	50 000
4-641-72	APPUI PAGAMGFP (ARMDS)	40 000	40 000	40 000
4-643-11	Appui Promot. Gaz Butane	3 099 915	3 099 915	3 099 915



4-643-26	Participation au fonctionnement (CAMES	80 000	79 922	79 922
4-644-13	Subvention produits anesthésiques	236 781	236 551	235 098
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	12 450	3 250	3 250
4-645-30	Contribution au fonct. des organismes (R	30 592	30 592	30 592
4-645-32	Contribué au fonct. des org. (T.U.Q.P.P.	109 372	87 498	87 498
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 005 419	974 137	972 532
4-649-17	Subvtion organismes pub. (hôpitaux régionaux	249 060	248 905	216 474
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>87 817 902</b>	<b>85 228 994</b>	<b>84 395 404</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
4-221-04	Appui Fonctionnement (CADJ)	14 975	11 154	10 263
4-631-10	Subvention aux organismes publics	346 943	275 665	274 762
4-631-19	Personnel bi-appartenant	31 444	22 680	22 680
4-631-21	Subvention aux organismes publics (Prog.	61 407	61 173	55 390
4-631-23	Subvt0 organismes pub.(lutte contre maladie	781 499	753 278	739 165
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	83 480	66 782	62 220
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	291 369	232 964	225 282
4-641-14	Appui éducation de base	126 750	126 553	114 752
4-643-10	Participation au fonctionnement	144 172	114 523	113 430
4-644-10	Subvention césarienne	731 002	584 333	555 144
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	6 351 674	6 030 152	5 566 017
4-649-15	Lutte contre Palu. Malnutrit° promot° Hygiène	440 552	437 141	429 498
4-649-19	Lutte contre Palu. Malnutrit° promot° Hygiène	4 223	4 207	4 137
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>9 409 490</b>	<b>8 720 606</b>	<b>8 172 740</b>
<b>TOTAL TRANSFERT ET SUBVENTION</b>		<b>262 639 162</b>	<b>250 125 926</b>	<b>248 317 999</b>

## DETTES

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
1-150-10	Règlement de dettes suite à emprunt	73 667 007	73 667 006	73 667 006
1-150-11	Règlement principal dettes intérieures	24 734 000	24 734 000	24 734 000
1-650-00	Frais financiers	24 026 993	24 026 993	24 026 993
1-650-10	Frais financiers dette intérieure	26 878 176	26 878 176	26 878 176
3-669-20	Apurement du passif	37 400 000	37 354 232	37 344 067
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>186 706 176</b>	<b>186 660 407</b>	<b>186 650 242</b>
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>186 706 176</b>	<b>186 660 407</b>	<b>186 650 242</b>

## BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES BUDGETS ANNEXES				
7-211-20	Etudes et recherches	1 907 238	39 214	39 214
7-231-10	Travaux et constructions	210 000	192 209	192 209
7-231-11	Réfection et réparation	137 000	97 730	97 730
7-234-10	Dépenses en Investissement	5 951 750	5 319 643	5 316 322
7-241-10	Mobilier et équipement de bureau	35 000	5 409	5 409
7-242-10	Matériel informatique	52 000	14 383	14 383
7-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Structure	420 000	0	0
7-244-10	Matériel technique, installation et outillage	20 000	0	0
7-295-10	Prêts et avances au Personnel	130 000	94 753	94 753
7-611-00	Personnel	1 505 997	1 101 560	878 210
7-611-20	Heures Supplémentaires	18 000	2 070	2 070
7-614-10	Revers. aux org. soc. et pension except.	15 000	9 638	9 638
7-617-10	Dépense de formation	400 000	4 250	4 250
7-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	225 245	147 925	109 515
7-619-09	Autres dépenses de personnel	790 000	36 083	36 083
7-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des serv	621 000	77 808	77 808
7-621-14	Impressions & imprimés	15 000	14 976	14 976
7-621-19	Abonnements divers & documentations	7 000	2 079	2 079
7-621-40	Carburants et lubrifiants	480 500	103 419	103 419
7-622-10	Entretien matériel de bureau	30 000	12 716	12 716
7-622-11	Entretien du matériel technique	15 000	0	0
7-622-12	Entretien matériel informatique	34 000	10 731	10 731
7-622-20	Entretien véhicule - réparation	288 000	35 026	35 026
7-622-30	Entretien des bâtiments	15 000	1 110	1 110
7-622-31	Entretien courant des bâtiments	113 816	52 146	52 146
7-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	21 000	9 349	9 349
7-624-10	Assurances	19 000	4 815	4 815
7-625-10	Electricité et eau	150 000	85 508	85 508
7-626-10	Redevances téléphoniques	46 000	19 574	19 574
7-626-20	Frais postaux	3 550	787	787
7-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	231 000	163 328	163 328
7-627-20	frais de Location logements baillés	152 700	81 228	81 228
7-628-10	Indemnité de déplacement	350 750	40 217	40 217
7-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	109 000	32 031	32 031
7-628-20	Frais de transport	53 000	49 948	49 948
7-628-25	Frais de transport à l'extérieur	250 000	27 131	27 131
7-628-30	Frais divers de transport à l'intérieur	250	0	0
7-628-31	Frais divers de transport à l'extérieur	43 000	25 190	25 190

7-629-09	Autres Dépenses	1 436 500	361 060	361 053
7-629-11	Achats de médicaments	65 000	17 609	17 609
7-631-10	Subvention aux organismes publics	47 200	19 550	19 550
7-632-50	Subvention aux organismes non publics	8 000	3 080	3 080
7-645-20	Contribution au fonct. des organismes	260 450	260 000	260 000
7-646-30	Subvention (entrepôts Mauritanie)	250 000	250 000	250 000
7-646-31	Subvention Entrepôts Guinée	190 000	190 000	190 000
7-646-32	Subvention Entrepôts Ghana	114 000	114 000	114 000
7-649-10	Dépenses diverses de transfert	532 000	421 989	421 989
7-649-11	Dépenses diverses de transfert (frais sco	104 400	35 993	35 993
7-650-00	Frais financiers	17 673	5 175	5 175
7-661-10	Remboursement crédit TVA	100 407 393	98 940 327	98 940 327
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETS ANNEXES</b>		<b>118 298 412</b>	<b>108 532 768</b>	<b>108 267 680</b>
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS S</b>		<b>118 298 412</b>	<b>108 532 768</b>	<b>108 267 680</b>

## BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	2 342 945	1 992 877	1 965 647
5-231-10	Travaux et constructions	25 517 111	23 500 850	23 238 047
5-234-10	Dépenses en Investissement	68 426 171	57 784 565	56 267 333
5-234-34	Dépenses en Invest. (appui infrast. logist	11 000 000	11 000 000	11 000 000
5-234-35	Dépenses en Invest. (frais maint. équip.	1 636 964	1 636 492	1 636 462
5-242-10	Acquisition de matériel informatique	41 500	35 270	35 270
5-243-10	Matériel de transport	320 350	272 275	272 275
5-244-10	Acquisition de matériel technique	69 823	60 482	60 482
5-628-11	Fonctionnement lié à l'investissement	62 250	54 660	54 660
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	23 734 870	21 594 349	21 469 540
5-649-10	Fonctionnement lié à l'investissement	259 580	245 823	245 687
<b>TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>		<b>133 411 564</b>	<b>118 177 642</b>	<b>116 245 403</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)</b>				
5-234-10	Dépenses en Investissement	16 317 845	12 833 219	12 673 122
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	147 500	118 248	118 248
<b>TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)</b>		<b>16 465 345</b>	<b>12 951 467</b>	<b>12 791 370</b>
<b>TOTAL BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR</b>		<b>149 876 909</b>	<b>131 129 110</b>	<b>129 036 773</b>

## APPUI BUDGÉTAIRE

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES				
4-631-51	Subvention CEDEAO (EDM)	12 000 000	0	0
5-231-11	Travaux et constructions (Coll.)	19 000 000	17 531 887	15 306 861
5-234-10	Dépenses en Investissement	5 336 075	4 818 466	4 400 266
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>		36 336 075	22 350 354	19 707 128
DEPENSES DES REGIONS				
2-617-10	Dépense de formation	592 000	577 011	530 002
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	484 000	478 897	445 111
5-234-10	Dépenses en Investissement	1 851 000	1 850 780	1 832 780
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		2 927 000	2 906 689	2 807 894
<b>TOTAL APPUI BUDGÉTAIRE</b>		<b>39 263 075</b>	<b>25 257 043</b>	<b>22 515 022</b>

## PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)

(En milliers de FCFA)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
2-619-96	Personnel (coll.)	151 466	0	0
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>		151 466	0	0
DEPENSES DES MINISTERES				
2-619-96	Personnel (coll.)	181 253	177 222	177 222
2-619-97	Personnel (appui éducation de base coll	6 094 698	6 090 411	6 090 411
2-619-98	Personnel (appui enseig. secondaire coll	366 865	360 971	354 134
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>		6 642 816	6 628 604	6 621 767
DEPENSES DES REGIONS				
2-619-95	Personnel (Santé coll.)	5 054 187	5 025 360	5 024 540
2-619-97	Personnel (appui éducation de base coll	80 174 412	79 703 077	79 627 509
2-619-98	Personnel (appui enseig. secondaire coll	13 104 508	13 045 184	13 014 958
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		98 333 107	97 773 621	97 667 006
<b>TOTAL PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)</b>		<b>105 127 389</b>	<b>104 402 225</b>	<b>104 288 773</b>
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>		<b>1 624 387 173</b>	<b>1 537 469 380</b>	<b>1 522 227 815</b>

#### 4. Analyse de l'exécution du budget par fonction (Sans BSI financement extérieur)

L'analyse de la situation d'exécution du budget d'Etat, par fonction ainsi que la représentation graphique correspondante se présentent comme suit :

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS REVISES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Administration générale et diplomatie	192 731 930	208 995 057	180 368 213	86,30%
Défense et sécurité	180 092 058	278 997 145	272 962 168	97,84%
Education Nationale	277 812 485	308 594 267	294 299 750	95,37%
Santé	104 530 631	106 135 555	94 418 934	88,96%
Secteurs sociaux	62 224 893	62 299 419	59 593 135	95,66%
Infrastructures	373 608 912	257 574 814	222 995 750	86,58%
Dettes	127 292 000	149 306 176	149 306 175	100,00%
Dotations non réparties	172 813 755	252 484 740	248 283 691	98,34%
<b>TOTAL</b>	<b>1 491 106 664</b>	<b>1 624 387 173</b>	<b>1 522 227 816</b>	<b>93,71%</b>

Les taux d'exécution du budget par fonction les plus élevés à la date du 31 décembre 2015 sont enregistrés au niveau des Dettes pour 100%, des Dotations non réparties pour 98,34%, de la Défense et Sécurité pour 97,84%, des Secteurs sociaux pour 95,66%, de l'Éducation nationale pour 95,37%, de la Santé pour 88,96%, des infrastructures pour 86,58% et de l'Administration générale et diplomatie pour 86,30%.

La fonction Défense et Sécurité enregistre un taux d'exécution de 97,84% contre 96,53% à la même période en 2014 qui se justifie par la prise en charge des dépenses de communication-énergie, de personnel, de matériel et fonctionnement, d'équipement-investissement en faveur des Forces Armées et de Sécurité et des autres dépenses.

Le niveau d'exécution de 86,30% contre 85,09% à la même période en 2014 au niveau de la fonction Administration et Diplomatie est essentiellement imputable aux dépenses du personnel, et de fonctionnement des administrations.

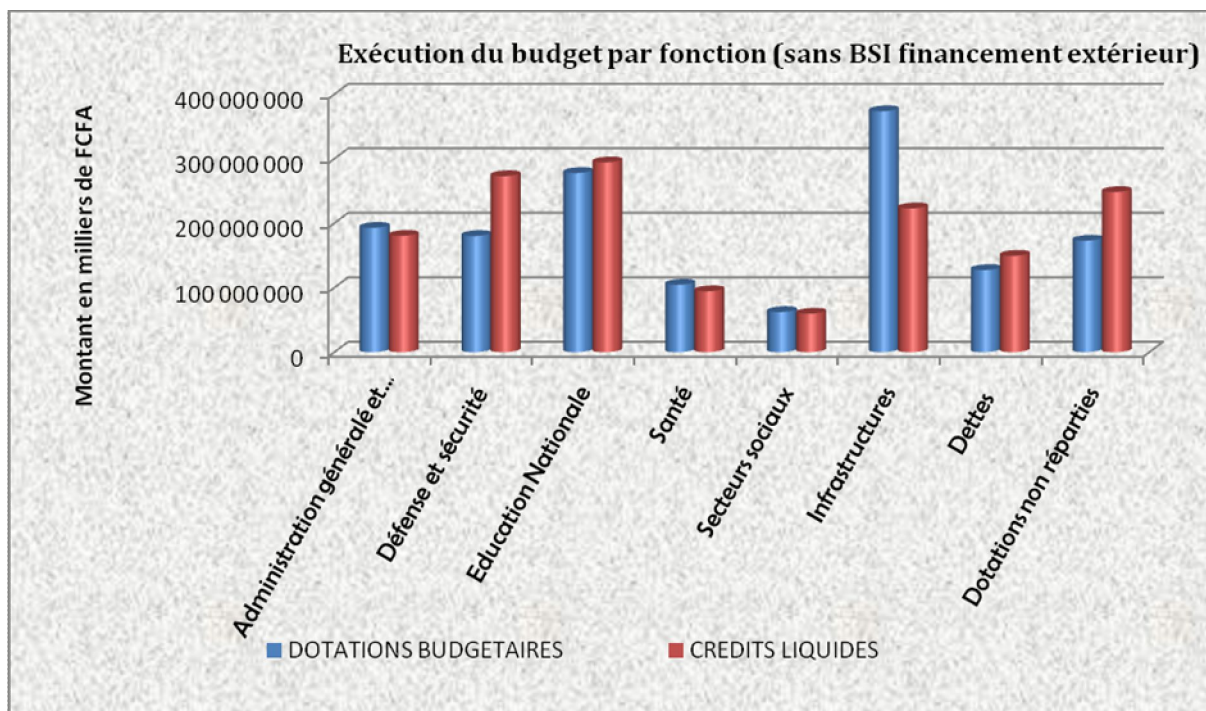
Le taux d'exécution de 88,96% contre 80,57% à la même période en 2014 de la fonction Santé est essentiellement imputable à la prise en charge des dépenses au titre du personnel de la Santé et des transferts et subventions.

Le taux d'exécution de 95,37% contre 93,25% à la même période en 2014 de la fonction Education Nationale est imputable à la prise en charge des dépenses relatives au personnel et au fonctionnement notamment l'incidence du coût du matériel didactique dans les différents ordres d'enseignement liée à l'évolution des effectifs des élèves de différents ordres d'enseignement.

Le taux d'exécution des Secteurs Sociaux (autres que l'Education et la Santé) de 95,66% contre 97,74% à la même période en 2014 s'explique essentiellement par les dépenses de transfert et subvention et de personnel.

La fonction Infrastructure indique un taux d'exécution de 86,58% contre 74,71% à la même période en 2014 et est imputable à l'exécution du Budget Spécial d'Investissement, aux dépenses de transfert et subvention et aux dépenses en équipement et investissement.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution du budget par fonction (sans BSI financement extérieur) :



## 5. Détail de l'exécution du budget par section sans le BSI financement extérieur

L'exécution du budget de dépenses au 30 septembre 2015 par section comptable (Charges Communes, Ministères, Institutions, Etablissements Publics, Régions, Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux) se résume ci-après :

(En milliers de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>			
Personnel	8 879 629	8 446 034	8 389 087
Matériel & Fonctionnement	7 928 825	7 840 646	7 112 113
Déplacement & Mission	8 234 617	8 190 415	8 183 302
Communication & Energie	376 937	239 193	239 193
Autres Dépenses	38 338 389	37 880 250	35 426 487
Equipement et Investissement	79 484 041	79 459 534	79 424 553
Transfert et Subvention	125 336 832	118 898 312	118 857 407
Dettes	186 706 176	186 660 407	186 650 242
BSI Financement Intérieur	12 636 964	12 636 492	12 636 462
Personnel (Collectivité)	151 466	0	0
	468 073 876	460 251 283	456 918 848
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>			
Personnel	2 380 752	2 380 750	2 383 222
Matériel & Fonctionnement	1 266 830	1 225 547	1 225 547
Déplacement & Mission	4 893 869	4 681 724	4 681 724
Communication & Energie	474 256	474 256	474 256
Autres Dépenses	799 600	789 061	789 061
Equipement et Investissement	1 200 000	1 175 344	1 175 344
Transfert et Subvention	1 862 528	1 801 151	1 801 151
	12 877 835	12 527 832	12 530 304
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>			
Personnel	1 207 967	1 186 482	1 186 286
Matériel & Fonctionnement	1 133 706	1 133 111	1 133 096
Déplacement & Mission	2 527 000	2 526 712	2 526 662
Communication & Energie	2 074 331	2 061 070	2 061 070
Autres Dépenses	5 622 576	5 621 766	5 621 766
Equipement et Investissement	250 000	249 964	249 964
Transfert et Subvention	1 100 000	1 100 000	1 099 085
BSI Financement Intérieur	2 740 000	2 739 952	2 735 225
	16 655 580	16 619 058	16 613 154

(En milliers de FCFA)

130 PRIMATURE			
Personnel	1 559 051	1 535 702	1 522 640
Matériel & Fonctionnement	763 924	620 445	619 910
Déplacement & Mission	1 018 993	814 680	814 680
Communication & Energie	2 376 846	2 303 806	2 303 765
Autres Dépenses	1 555 319	1 325 954	1 325 860
Equipement et Investissement	211 650	169 246	168 125
Transfert et Subvention	1 150 771	859 153	857 753
BSI Financement Intérieur	667 320	575 218	575 187
	9 303 874	8 204 204	8 187 921
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	87 227	87 227	79 595
Matériel & Fonctionnement	65 000	51 999	51 999
Déplacement & Mission	39 163	30 400	30 400
Communication & Energie	70 000	60 264	60 264
Autres Dépenses	340 119	272 090	272 090
	601 509	501 980	494 348
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	241 673	241 673	234 787
Matériel & Fonctionnement	64 865	51 732	51 732
Déplacement & Mission	182 350	145 619	148 019
Communication & Energie	101 392	98 429	98 429
Autres Dépenses	185 000	147 806	147 263
Equipement et Investissement	180 000	144 000	144 000
Transfert et Subvention	5 000	3 999	3 999
BSI Financement Intérieur	200 000	169 922	169 922
	1 160 280	1 003 179	998 150
150 COUR SUPREME			
Personnel	668 840	660 735	622 632
Matériel & Fonctionnement	216 054	172 364	172 364
Déplacement & Mission	245 599	196 407	196 407
Communication & Energie	66 295	65 779	65 779
Autres Dépenses	266 523	213 170	213 170
Equipement et Investissement	15 000	12 000	12 000
Transfert et Subvention	204 500	203 571	203 571
BSI Financement Intérieur	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	4 682 811	4 524 026	4 485 922
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Transfert et Subvention	1 000 000	799 883	795 759
	1 000 000	799 883	795 759



(En milliers de FCFA)

<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>			
Personnel	255 942	255 942	270 443
Matériel & Fonctionnement	150 000	132 798	132 798
Déplacement & Mission	285 310	228 186	228 186
Communication & Energie	73 073	72 026	72 026
Autres Dépenses	224 100	202 078	202 078
Equipement et Investissement	40 000	39 979	39 979
Transfert et Subvention	37 500	28 623	28 623
BSI Financement Intérieur	250 000	249 249	249 249
	1 315 925	1 208 881	1 223 382
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
Personnel	634 109	634 109	641 580
Matériel & Fonctionnement	145 212	115 844	115 842
Déplacement & Mission	389 612	309 126	308 987
Communication & Energie	162 375	161 087	161 087
Autres Dépenses	181 950	145 209	145 208
Equipement et Investissement	60 000	46 553	46 553
Transfert et Subvention	62 500	49 905	49 905
BSI Financement Intérieur	350 000	0	0
	1 985 758	1 461 833	1 469 163
<b>180 MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT" INTERNATIONALE</b>			
Personnel	11 118 384	9 912 935	9 720 313
Matériel & Fonctionnement	985 411	878 644	878 629
Déplacement & Mission	2 142 808	1 876 093	1 871 626
Communication & Energie	2 425 518	2 409 336	2 409 336
Autres Dépenses	8 806 767	8 464 003	8 461 790
Equipement et Investissement	1 572 678	1 516 393	1 516 393
Transfert et Subvention	1 941 041	1 830 406	1 740 780
BSI Financement Intérieur	882 022	810 394	810 354
	29 874 629	27 698 205	27 409 222
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR</b>			
Personnel	212 484	210 234	211 742
Matériel & Fonctionnement	85 369	70 304	70 304
Déplacement & Mission	306 282	245 000	245 000
Communication & Energie	122 970	91 716	89 058
Autres Dépenses	23 000	22 997	22 997
Equipement et Investissement	33 200	26 560	26 560
Transfert et Subvention	187 436	149 919	149 919
BSI Financement Intérieur	489 700	431 180	431 170
	1 460 441	1 247 910	1 246 750

(En milliers de FCFA)

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	1 950 000	1 950 000	1 950 000
Matériel & Fonctionnement	91 300	73 040	73 040
Déplacement & Mission	240 700	192 560	192 560
Communication & Energie	175 000	175 000	175 000
Autres Dépenses	391 650	313 320	313 320
Equipement et Investissement	124 500	99 600	99 600
Transfert et Subvention	50 000	50 000	50 000
	3 023 150	2 853 520	2 853 520
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	276 433	276 433	318 980
Communication & Energie	84 600	84 600	84 600
Equipement et Investissement	50 000	40 000	40 000
Transfert et Subvention	433 670	346 936	346 936
BSI Financement Intérieur	90 000	76 500	76 500
	934 703	824 469	867 016
195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT			
Personnel	10 886	10 678	10 677
Matériel & Fonctionnement	22 469	17 974	17 974
Déplacement & Mission	69 716	58 558	58 558
Communication & Energie	26 667	13 159	10 786
Autres Dépenses	35 929	28 735	28 735
	165 667	129 104	126 731
210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS			
Personnel	64 311 014	64 311 014	66 663 154
Matériel & Fonctionnement	16 374 921	14 876 993	14 876 966
Déplacement & Mission	11 245 808	8 196 026	8 195 351
Communication & Energie	4 602 458	4 601 787	4 601 787
Autres Dépenses	7 416 500	6 714 061	6 714 061
Equipement et Investissement	80 912 598	80 864 064	80 864 064
Transfert et Subvention	609 000	588 464	588 464
	185 472 299	180 152 408	182 503 847
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	3 066 120	3 014 378	2 370 300
Matériel & Fonctionnement	2 870 263	2 535 363	2 534 939
Déplacement & Mission	397 075	328 645	328 645
Communication & Energie	500 230	478 176	478 176
Autres Dépenses	765 088	710 169	710 169
Equipement et Investissement	120 000	94 915	94 915
Transfert et Subvention	167 807	134 201	134 201
BSI Financement Intérieur	3 680 000	3 133 907	2 867 906
	11 566 583	10 429 754	9 519 251

(En milliers de FCFA)

<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>			
Personnel	11 709 956	11 709 956	11 387 652
Matériel & Fonctionnement	3 169 271	2 949 445	2 947 570
Déplacement & Mission	1 144 038	927 262	927 250
Communication & Energie	723 888	713 579	713 579
Autres Dépenses	553 102	451 634	451 111
Equipement et Investissement	2 241 885	1 816 876	1 816 876
Transfert et Subvention	75 750	60 600	60 600
BSI Financement Intérieur	2 685 000	2 402 051	2 402 042
	22 302 890	21 031 402	20 706 679
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
Personnel	7 531 363	7 414 023	7 414 020
Matériel & Fonctionnement	2 015 348	1 927 372	1 920 638
Déplacement & Mission	631 556	502 227	502 182
Communication & Energie	1 783 000	1 758 216	1 758 216
Autres Dépenses	660 154	640 613	638 389
Equipement et Investissement	756 500	756 432	756 010
Transfert et Subvention	5 766 240	5 505 761	5 256 318
BSI Financement Intérieur	9 517 627	4 752 697	4 655 039
	28 661 788	23 257 341	22 900 812
<b>320 MIN. TRAVAIL, FONCT. PUBL. REFORME ETAT, RELATION AVEC INSTITUTIONS</b>			
Personnel	689 157	639 446	619 595
Matériel & Fonctionnement	415 168	370 022	369 817
Déplacement & Mission	224 132	178 410	178 410
Communication & Energie	240 000	239 763	239 763
Autres Dépenses	241 828	205 061	204 861
Equipement et Investissement	49 800	39 826	39 826
Transfert et Subvention	30 000	29 000	29 000
BSI Financement Intérieur	1 245 000	1 060 882	1 060 874
	3 135 085	2 762 410	2 742 146
<b>323 MINISTERE EMPLOI, JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>			
Personnel	684 959	684 959	639 906
Matériel & Fonctionnement	395 201	386 913	386 913
Déplacement & Mission	227 435	221 610	221 419
Communication & Energie	183 492	165 054	165 054
Autres Dépenses	610 649	524 512	519 493
Equipement et Investissement	83 000	82 997	82 997
Transfert et Subvention	299 184	271 071	271 070
BSI Financement Intérieur	2 444 350	2 120 221	2 067 576
	4 928 270	4 457 336	4 354 429

(En milliers de FCFA)

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION			
Personnel	10 207 588	9 998 459	9 963 513
Matériel & Fonctionnement	1 461 185	1 138 315	1 138 311
Déplacement & Mission	1 236 748	1 076 506	1 076 339
Communication & Energie	508 887	508 522	508 522
Autres Dépenses	1 389 184	1 125 337	1 125 336
Equipement et Investissement	1 991 015	1 969 434	1 969 434
Transfert et Subvention	1 783 146	1 672 111	1 672 111
BSI Financement Intérieur	1 213 600	987 956	970 991
	19 791 353	18 476 640	18 424 557
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT			
Personnel	162 521	162 521	122 931
Matériel & Fonctionnement	37 168	37 152	37 152
Déplacement & Mission	74 706	74 676	74 676
Communication & Energie	28 750	28 387	28 387
Autres Dépenses	184 686	184 672	184 672
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	57 189	57 179	57 179
BSI Financement Intérieur	0	0	0
	545 020	544 586	504 996
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE			
Personnel	54 709	54 709	48 581
Matériel & Fonctionnement	103 057	82 420	82 198
Déplacement & Mission	132 799	105 883	105 883
Communication & Energie	29 699	29 687	29 687
Autres Dépenses	73 313	58 643	58 643
Equipement et Investissement	37 350	29 879	29 879
Transfert et Subvention	103 750	82 997	82 997
BSI Financement Intérieur	83 000	70 471	70 471
	617 677	514 689	508 338
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	158 987	118 987	65 474
Matériel & Fonctionnement	441 560	305 325	305 325
Déplacement & Mission	182 599	146 043	146 043
Communication & Energie	60 000	59 969	59 969
Autres Dépenses	75 650	60 515	60 261
Equipement et Investissement	33 200	26 557	26 557
Transfert et Subvention	2 033 768	1 787 425	1 787 425
	2 985 764	2 504 821	2 451 054

(En milliers de FCFA)

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	9 606 000	9 476 169	9 548 031
Matériel & Fonctionnement	13 561 344	13 409 869	13 171 681
Déplacement & Mission	838 761	837 332	832 925
Communication & Energie	577 399	526 593	526 593
Autres Dépenses	3 991 017	3 760 167	3 624 358
Transfert et Subvention	3 498 808	3 498 593	3 498 593
BSI Financement Intérieur	1 440 500	1 260 015	1 258 966
Appui Budgétaire	5 336 075	4 818 466	4 400 266
Personnel (Collectivité)	6 461 563	6 451 382	6 444 545
	45 311 467	44 038 586	43 305 958
412 MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE			
Personnel	4 832 737	4 669 988	4 701 356
Matériel & Fonctionnement	580 099	509 378	509 294
Déplacement & Mission	261 077	209 277	209 163
Communication & Energie	296 341	272 947	272 947
Autres Dépenses	1 205 009	981 872	975 547
Bourses	1 142 640	763 619	763 619
Transfert et Subvention	173 775	138 843	138 837
BSI Financement Intérieur	633 820	551 574	536 574
	9 125 498	8 097 499	8 107 337
510 MINISTERE DE LA CULTURE, ARTISANAT ET TOURISME			
Personnel	1 153 283	1 153 283	1 117 170
Matériel & Fonctionnement	300 314	240 240	239 709
Déplacement & Mission	206 901	165 293	164 746
Communication & Energie	481 552	481 272	480 610
Autres Dépenses	552 045	511 728	511 728
Equipement et Investissement	99 600	79 680	79 680
Transfert et Subvention	357 892	320 248	320 248
BSI Financement Intérieur	1 464 175	1 252 746	1 246 149
	4 615 762	4 204 489	4 160 039
520 MINISTERE DES SPORTS			
Personnel	985 213	984 929	981 357
Matériel & Fonctionnement	744 939	744 850	744 850
Déplacement & Mission	1 743 770	1 743 703	1 743 703
Communication & Energie	700 000	686 582	686 582
Autres Dépenses	340 743	340 717	340 424
Equipement et Investissement	46 482	46 427	46 427
Transfert et Subvention	838 597	838 478	837 278
BSI Financement Intérieur	1 733 868	1 693 670	1 692 177
	7 133 612	7 079 355	7 072 797

(En milliers de FCFA)

525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE			
Personnel	110 828	110 827	110 827
Matériel & Fonctionnement	95 806	95 757	95 157
Déplacement & Mission	66 400	66 062	66 062
Communication & Energie	32 500	31 058	31 058
Autres Dépenses	367 224	367 201	367 201
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	9 960	9 960	9 960
BSI Financement Intérieur	0	0	0
	682 718	680 864	680 264
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE			
Personnel	9 979 367	9 877 021	9 430 271
Matériel & Fonctionnement	10 619 114	8 677 473	8 350 980
Déplacement & Mission	700 000	637 183	637 183
Communication & Energie	681 197	525 318	518 953
Autres Dépenses	880 000	717 100	697 591
Equipement et Investissement	3 713 470	3 705 725	3 526 806
Transfert et Subvention	4 487 884	3 980 135	3 958 532
BSI Financement Intérieur	750 000	548 973	425 747
Appui Budgétaire	19 000 000	17 531 887	15 306 861
Personnel (Collectivité)	181 253	177 222	177 222
	50 992 285	46 378 038	43 030 148
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	21 926	20 335	18 151
Transfert et Subvention	2 245 180	2 238 317	2 228 898
	2 267 106	2 258 653	2 247 049
640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE			
Personnel	539 822	536 771	515 074
Matériel & Fonctionnement	217 903	202 944	202 944
Déplacement & Mission	133 357	124 013	124 013
Communication & Energie	233 448	212 832	212 832
Autres Dépenses	395 063	323 600	324 184
Equipement et Investissement	41 280	41 280	41 280
Transfert et Subvention	444 720	444 720	444 720
BSI Financement Intérieur	2 468 200	2 295 941	2 292 743
	4 473 793	4 182 101	4 157 790
660 MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD			
Personnel	1 239 949	929 499	928 580
Matériel & Fonctionnement	464 872	446 356	445 433
Déplacement & Mission	385 432	384 567	384 567
Communication & Energie	135 125	78 379	78 379
Autres Dépenses	163 251	162 753	162 750
Equipement et Investissement	129 521	129 455	129 455
Transfert et Subvention	755 758	755 350	752 850
BSI Financement Intérieur	738 740	640 695	640 695
	4 012 648	3 527 055	3 522 711

(En milliers de FCFA)

714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE			
Personnel	1 768 582	1 652 226	1 674 525
Matériel & Fonctionnement	371 064	299 189	299 179
Déplacement & Mission	245 430	199 124	199 124
Communication & Energie	297 000	255 692	255 692
Autres Dépenses	338 752	291 842	291 842
Equipement et Investissement	87 150	69 674	69 674
Transfert et Subvention	67 430	53 866	53 866
BSI Financement Intérieur	3 374 042	2 693 709	2 601 973
	6 549 450	5 515 323	5 445 876
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	988 257	988 257	954 887
Matériel & Fonctionnement	154 456	118 938	118 938
Déplacement & Mission	146 534	113 199	113 199
Communication & Energie	249 000	228 115	228 115
Autres Dépenses	184 227	142 879	142 879
Equipement et Investissement	20 750	16 579	16 579
BSI Financement Intérieur	2 056 988	1 730 987	1 721 389
Appui Budgétaire	12 000 000	0	0
	15 800 212	3 338 953	3 295 985
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	747 087	747 087	737 463
Matériel & Fonctionnement	198 223	158 419	157 239
Déplacement & Mission	205 428	164 079	164 079
Communication & Energie	190 979	182 780	182 779
Autres Dépenses	218 205	174 501	174 501
Equipement et Investissement	174 300	147 635	147 635
Transfert et Subvention	136 064	115 810	115 810
BSI Financement Intérieur	1 120 500	967 669	955 386
	2 990 786	2 657 981	2 634 893
730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION			
Personnel	223 141	223 141	215 587
Matériel & Fonctionnement	125 312	100 220	100 202
Déplacement & Mission	124 499	99 566	99 566
Communication & Energie	111 965	107 291	105 084
Autres Dépenses	163 410	130 681	130 675
Equipement et Investissement	41 500	33 200	33 200
Transfert et Subvention	207 500	165 944	165 944
BSI Financement Intérieur	1 411 000	1 270 664	1 263 134
	2 408 327	2 130 706	2 113 392

(En milliers de FCFA)

740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES			
Personnel	989 307	979 107	928 760
Matériel & Fonctionnement	353 897	281 103	281 103
Déplacement & Mission	201 431	167 198	166 877
Communication & Energie	138 187	137 413	137 413
Autres Dépenses	324 263	242 822	242 822
Equipement et Investissement	1 907 800	1 897 839	1 897 839
Transfert et Subvention	733 342	558 361	557 397
BSI Financement Intérieur	1 182 750	1 026 094	1 024 721
	5 830 977	5 289 937	5 236 931
745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
Personnel	569 819	569 819	540 863
Matériel & Fonctionnement	174 300	139 359	139 359
Déplacement & Mission	170 150	135 823	135 823
Communication & Energie	60 000	42 168	42 168
Autres Dépenses	108 950	87 136	87 136
Equipement et Investissement	62 250	49 800	49 800
Transfert et Subvention	12 450	9 960	9 960
BSI Financement Intérieur	4 648 000	4 638 214	4 592 049
	5 805 919	5 672 279	5 597 158
750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION			
Personnel	555 606	555 606	471 958
Matériel & Fonctionnement	133 548	105 919	105 501
Déplacement & Mission	170 796	113 829	113 829
Communication & Energie	90 000	58 955	58 743
Autres Dépenses	109 000	87 189	83 267
Equipement et Investissement	20 750	16 593	16 593
Transfert et Subvention	34 030	27 224	27 224
BSI Financement Intérieur	1 329 303	1 177 432	1 057 660
	2 443 033	2 142 747	1 934 774
760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT			
Personnel	1 361 373	1 361 373	1 267 378
Matériel & Fonctionnement	369 861	295 605	295 605
Déplacement & Mission	273 725	218 894	218 894
Communication & Energie	335 000	334 665	334 559
Autres Dépenses	208 412	166 591	166 485
Equipement et Investissement	430 377	417 084	417 084
Transfert et Subvention	590 102	472 079	472 079
BSI Financement Intérieur	10 273 740	9 647 779	9 642 159
	13 842 590	12 914 071	12 814 244



(En milliers de FCFA)

<b>810 MINISTERE DU COMMERCE ET INDUSTRIE</b>			
Personnel	816 257	805 291	788 715
Matériel & Fonctionnement	255 807	212 058	212 058
Déplacement & Mission	175 532	140 346	140 216
Communication & Energie	229 000	213 828	213 828
Autres Dépenses	427 358	341 816	341 757
Equipement et Investissement	49 800	39 840	39 840
Transfert et Subvention	83 000	66 398	65 872
BSI Financement Intérieur	2 833 600	2 593 054	2 592 528
	4 870 354	4 412 631	4 394 815
<b>812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE</b>			
Personnel	298 056	298 054	274 737
Matériel & Fonctionnement	158 134	133 949	133 949
Déplacement & Mission	257 696	208 638	208 638
Communication & Energie	85 000	80 362	80 362
Autres Dépenses	273 962	219 163	219 163
Equipement et Investissement	53 950	40 705	40 705
Transfert et Subvention	294 393	238 758	238 170
BSI Financement Intérieur	461 500	401 098	401 098
	1 882 691	1 620 726	1 596 821
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
Personnel	3 288 160	3 218 604	3 022 222
Matériel & Fonctionnement	470 404	377 713	376 703
Déplacement & Mission	404 997	321 983	321 513
Communication & Energie	854 529	853 604	853 318
Autres Dépenses	700 055	548 035	547 993
Equipement et Investissement	84 587	67 669	67 669
Transfert et Subvention	5 666 571	5 533 224	5 531 575
BSI Financement Intérieur	12 732 200	11 744 820	11 382 134
	24 201 503	22 665 652	22 103 127
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
Personnel	201 783	195 558	191 567
Matériel & Fonctionnement	33 201	26 554	25 804
Déplacement & Mission	39 840	27 611	25 824
Communication & Energie	64 581	49 740	49 740
Autres Dépenses	30 000	23 996	23 996
Equipement et Investissement	13 280	10 570	10 570
Transfert et Subvention	29 050	23 238	23 238
BSI Financement Intérieur	8 125 700	6 906 845	6 906 845
	8 537 435	7 264 113	7 257 584

(En milliers de FCFA)

860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel	213 096	213 095	213 094
Matériel & Fonctionnement	25 309	25 269	25 269
Déplacement & Mission	57 712	57 687	57 687
Communication & Energie	84 776	84 231	84 231
Autres Dépenses	21 688	21 687	21 687
Equipement et Investissement		0	0
Transfert et Subvention	90 752	90 749	90 749
BSI Financement Intérieur	9 075	9 074	9 074
	502 408	501 792	501 791
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Transfert et Subvention	713 628	712 497	705 802
BSI Financement Intérieur	43 000	36 550	34 421
	756 628	749 047	740 223
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE			
Equipement et Investissement	33 200	26 560	26 560
Transfert et Subvention	164 119	145 774	142 983
	197 319	172 334	169 543
311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT <sup>0</sup> FIN. (CENTIF)			
Transfert et Subvention	356 900	285 401	283 801
	356 900	285 401	283 801
312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)			
Transfert et Subvention	412 128	412 127	412 127
	412 128	412 127	412 127
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
Transfert et Subvention	532 773	487 770	487 754
BSI Financement Intérieur	659 850	560 860	513 841
	1 192 623	1 048 631	1 001 595
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE			
Transfert et Subvention	515 233	477 053	468 945
BSI Financement Intérieur	954 500	858 558	858 558
	1 469 733	1 335 611	1 327 502
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	137 150	119 710	119 710
	137150	119 710	119 710
324 FONDS D'APPUI FORMAT <sup>0</sup> PROFESS. & APPRENTIS.			
Transfert et Subvention	79 402	79 402	79 402
	79 402	79 402	79 402
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)			
Transfert et Subvention	580 082	579 995	579 995
	580 082	579 995	579 995

(En milliers de FCFA)

326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMATO PROFESSION.			
Transfert et Subvention	188 025	188 025	187 864
	188 025	188 025	187 864
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)			
Equipement et Investissement	24 900	24 900	24 900
Transfert et Subvention	98 200	69 325	53 752
	123100	94 225	78 651
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Equipement et Investissement	8 009 500	6 407 600	6 407 600
Transfert et Subvention	1 909 000	1 527 200	1 527 200
BSI Financement Intérieur	1 535 500	1 411 000	1 411 000
	11 454 000	9 345 800	9 345 800
332 MAISON DU HADJ			
Transfert et Subvention	24 900	19 892	19 892
	24 900	19 892	19 892
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Transfert et Subvention	187 731	166 946	166 946
BSI Financement Intérieur	83 000	70 550	70 550
	270 731	237 496	237 496
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)			
Matériel & Fonctionnement	68 928	68 928	68 928
Transfert et Subvention	1 249 957	1 241 819	1 238 788
	1 318 885	1 310 747	1 307 716
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)			
Matériel & Fonctionnement	69 320	69 319	69 319
Transfert et Subvention	917 224	907 536	909 036
BSI Financement Intérieur	159 100	159 100	159 099
	1 145 644	1 135 955	1 137 454
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.			
Matériel & Fonctionnement	20 640	20 640	20 640
Transfert et Subvention	1 583 795	1 649 060	1 631 214
BSI Financement Intérieur	129 000	109 650	89 649
	1 733 435	1 779 350	1 741 503
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
Personnel	15 000	15 000	15 000
Matériel & Fonctionnement	4 330 782	4 251 940	4 202 532
Bourses	12 268 048	12 117 324	12 117 324
Equipement et Investissement	339 700	271 758	230 471
Transfert et Subvention	4 407 935	4 407 851	4 407 850
BSI Financement Intérieur	5 533 240	5 417 787	5 373 870
	26 894 705	26 481 660	26 347 047

(En milliers de FCFA)

417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.			
Equipement et Investissement	43 000	41 280	41 280
Transfert et Subvention	143 590	130 883	130 729
	186 590	172 163	172 009
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION			
Transfert et Subvention	872 211	742 698	796 985
BSI Financement Intérieur	1 660 000	1 411 000	1 411 000
	2 532 211	2 153 698	2 207 985
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.			
Matériel & Fonctionnement	88 000	87 941	87 941
Equipement et Investissement	34 400	27 520	27 520
Transfert et Subvention	165 773	165 401	165 278
	288 173	280 862	280 739
422 UNIVERSITE DE SEGOU			
Personnel	745 988	745 988	704 645
Matériel & Fonctionnement	461 306	461 265	412 255
Transfert et Subvention	714 800	714 755	684 115
BSI Financement Intérieur	344 000	292 400	292 400
	2 266 094	2 214 407	2 093 416
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
Personnel	1 939 098	1 939 095	1 873 298
Matériel & Fonctionnement	768 709	768 337	763 397
Déplacement & Mission	205 196	204 546	204 546
Communication & Energie	165 683	162 171	162 171
Autres Dépenses	229 884	229 654	229 654
Transfert et Subvention	13 967	13 966	13 966
	3 322 537	3 317 770	3 247 032
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES			
Equipement et Investissement	34 400	34 384	34 384
Transfert et Subvention	269 090	264 693	256 440
BSI Financement Intérieur	172 000	146 200	146 200
	475 490	445 277	437 024
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO			
Personnel	3 071 670	2 864 528	2 846 439
Matériel & Fonctionnement	724 324	724 307	723 128
Déplacement & Mission	279 823	279 816	279 630
Communication & Energie	420 000	414 809	414 809
Autres Dépenses	76 395	76 383	76 383
Transfert et Subvention	164 156	164 078	163 181
BSI Financement Intérieur	344 000	318 129	318 126
	5 080 368	4 842 049	4 821 696

(En milliers de FCFA)

428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE			
Transfert et Subvention	203 457	203 164	203 164
	203 457	203 164	203 164
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
Personnel	2 692 680	2 688 231	2 688 231
Matériel & Fonctionnement	1 143 511	1 143 105	1 095 929
Déplacement & Mission	307 741	306 559	306 444
Communication & Energie	145 000	121 942	121 942
Autres Dépenses	315 612	146 363	146 363
Transfert et Subvention	27 520	26 709	26 709
	4 632 064	4 432 909	4 385 617
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA			
Equipement et Investissement	17 200	17 198	17 198
Transfert et Subvention	269 186	145 723	63 248
	286 386	162 921	80 446
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO			
Personnel	2 392 602	2 349 408	2 329 540
Matériel & Fonctionnement	1 168 168	1 130 083	1 112 046
Déplacement & Mission	406 213	323 806	323 806
Communication & Energie	133 981	128 467	128 467
Autres Dépenses	850 956	847 801	703 125
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	27 500	27 415	27 415
	4 979 420	4 806 979	4 624 399
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES			
Equipement et Investissement	51 600	51 598	51 598
Transfert et Subvention	282 396	280 824	279 215
BSI Financement Intérieur	86 000	81 814	81 814
	419 996	414 237	412 628
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
Transfert et Subvention	300 499	282 108	285 276
BSI Financement Intérieur	415 000	401 123	401 123
	715 499	683 231	686 400
512 MUSEE NATIONAL			
Equipement et Investissement	24 900	19 917	19 917
Transfert et Subvention	340 095	308 240	296 895
	364 995	328 157	316 812
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA			
Transfert et Subvention	319 047	304 725	303 617
BSI Financement Intérieur	373 500	373 437	372 837
	692 547	678 162	676 454

(En milliers de FCFA)

516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR			
Transfert et Subvention	151 058	133 182	132 485
	151 058	133182	132 485
517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI			
Transfert et Subvention	387 316	322 815	322 814
	387 316	322 815	322 814
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.			
Equipement et Investissement	41 500	33 198	33 198
Transfert et Subvention	487 982	418 543	417 519
BSI Financement Intérieur	269 750	269 750	269 750
	799 232	721 490	720 467
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE			
Equipement et Investissement	8 300	6 640	6 640
Transfert et Subvention	94 081	80 495	80 065
BSI Financement Intérieur	207 500	207 500	207 500
	309 881	294 635	294 205
522 CENTRE NAT. PROMOTO VOLONTARIAT MALI			
Transfert et Subvention	112 111	112 090	112 090
BSI Financement Intérieur	228 250	211 037	211 037
	340 361	323 127	323 127
613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS			
Equipement et Investissement	73 000	68 000	68 000
Transfert et Subvention	299 205	295 988	295 988
	372 205	363 988	363 988
615 HOPITAL GABRIEL TOURE			
Equipement et Investissement	340 000	267 828	267 826
Transfert et Subvention	2 842 474	2 685 266	2 814 181
BSI Financement Intérieur	350 000	297 500	189 919
	3 532 474	3 250 593	3 271 926
616 HOPITAL DU MALI			
Equipement et Investissement	70 000	59 822	59 070
Transfert et Subvention	1 449 742	1 446 532	1 382 145
BSI Financement Intérieur	200 000	169 744	169 744
	1 719 742	1 676 098	1 610 959
617 HOPITAL DU POINT G			
Equipement et Investissement	360 000	347 847	347 793
Transfert et Subvention	3 868 942	3 864 192	3 846 948
BSI Financement Intérieur	350 000	297 482	297 482
	4 578 942	4 509 520	4 492 224

(En milliers de FCFA)

618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
Equipement et Investissement	30 000	29 903	29 903
Transfert et Subvention	424 583	421 507	299 164
BSI Financement Intérieur	100 000	79 521	79 521
	554 583	530 931	408 588
619 HOPITAL DE KATI			
Equipement et Investissement	120 000	95 982	95 982
Transfert et Subvention	979 066	978 476	977 819
BSI Financement Intérieur	250 000	212 499	212 499
	1 349 066	1 286 957	1 286 300
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE			
Equipement et Investissement	180 000	143 281	143 281
Transfert et Subvention	474 499	407 987	439 233
BSI Financement Intérieur	200 000	170 000	0
	854 499	721 268	582 514
621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE			
Equipement et Investissement	160 000	127 993	127 993
Transfert et Subvention	1 149 578	1 144 862	1 143 187
BSI Financement Intérieur	250 000	212 500	212 500
	1 559 578	1 485 355	1 483 680
622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT			
Equipement et Investissement	56 000	56 000	56 000
Transfert et Subvention	306 475	296 488	296 475
	362 475	352 488	352 475
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
Equipement et Investissement	35 000	27 396	27 396
Transfert et Subvention	1 133 376	1 094 060	1 094 063
BSI Financement Intérieur	100 000	84 998	84 998
	1 268 376	1 206 455	1 206 458
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
Equipement et Investissement	42 500	35 474	35 474
Transfert et Subvention	467 495	443 775	442 868
BSI Financement Intérieur	200 000	174 098	174 098
	709 995	653 347	652 440
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	701 892	634 812	618 661
	721 892	634 812	618 661
629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE			
Equipement et Investissement	100 000	78 749	72 955
Transfert et Subvention	801 670	800 003	798 720
BSI Financement Intérieur	100 000	84 967	68 883
	1 001 670	963 719	940 559

(En milliers de FCFA)

630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX			
Equipement et Investissement	75 588	72 474	39 465
Transfert et Subvention	199 476	179 444	190 392
	275 064	251 918	229 857
631 INSTITUT NAT. FORMAT <sup>o</sup> SCIENCE DE LA SANTE			
Equipement et Investissement	20 000	14 702	14 702
Transfert et Subvention	1 276 031	1 269 191	1 256 140
BSI Financement Intérieur	250 000	212 500	212 411
	1 546 031	1 496 392	1 483 253
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
Equipement et Investissement	50 000	39 968	39 868
Transfert et Subvention	1 033 266	1 033 222	1 027 570
BSI Financement Intérieur	275 000	233 685	233 683
	1 358 266	1 306 875	1 301 121
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES			
Transfert et Subvention	637 321	636 861	629 370
	637 321	636 861	629 370
634 HOPITAL DE SIKASSO			
Transfert et Subvention	879 940	879 925	841 465
	879 940	879 925	841 465
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU			
Transfert et Subvention	672 131	672 129	657 147
	672 131	672 129	657 147
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI			
Transfert et Subvention	774 879	759 235	769 520
	774 879	759 235	769 520
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU			
Transfert et Subvention	396 670	374 755	225 240
	396 670	374 755	225 240
638 HOPITAL DE GAO			
Transfert et Subvention	478 748	455 405	272 912
	478 748	455 405	272 912
645 CITE DES ENFANTS			
Equipement et Investissement	34 400	27 520	27 520
Transfert et Subvention	204 860	204 700	167 064
BSI Financement Intérieur	258 000	219 300	219 300
	497 260	451 520	413 883
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE			
Equipement et Investissement	64 500	51 572	51 572
Transfert et Subvention	262 815	239 911	239 093
BSI Financement Intérieur	172 000	146 199	146 199
	499 315	437 682	436 864



(En milliers de FCFA)

668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
Transfert et Subvention	24 068 196	24 068 196	24 068 196
	24 068 196	24 068 196	24 068 196
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE			
Equipement et Investissement	43 000	42 539	42 539
Transfert et Subvention	61 044	58 533	57 923
BSI Financement Intérieur	387 000	357 793	357 657
	491 044	458 864	458 118
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX			
Transfert et Subvention	516 896	516 130	516 209
BSI Financement Intérieur	172 000	144 074	144 074
	688 896	660 204	660 283
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE			
Transfert et Subvention	463 343	462 540	462 540
BSI Financement Intérieur	344 000	292 400	250 712
	807 343	754 940	713 251
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE			
Equipement et Investissement	50 000	23 190	23 190
Transfert et Subvention	398 565	367 998	365 309
BSI Financement Intérieur	86 000	72 827	14 944
	534 565	464 016	403 442
679 CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE			
Equipement et Investissement	129 000	100 862	100 862
Transfert et Subvention	34 400	25 493	25 491
	163 400	126 355	126 353
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE			
Transfert et Subvention	901 387	897 595	897 595
	901 387	897 595	897 595
702 INSTITUT NAT. FORMAT <sup>5</sup> EQUIPEMENT & TRANSPORT			
Equipement et Investissement	8 300	6 636	6 636
Transfert et Subvention	106 923	96 918	95 829
BSI Financement Intérieur	166 000	141 097	141 097
	281 223	244 651	243 562
704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)			
Transfert et Subvention	93 582	74 866	74 866
BSI Financement Intérieur	166 000	141 100	141 100
	259 582	215 966	215 966
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI			
Transfert et Subvention	426 174	397 207	416 942
BSI Financement Intérieur	498 000	435 648	372 680
	924 174	832 855	789 622

(En milliers de FCFA)

708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.			
Equipement et Investissement	103 750	82 981	82 981
Transfert et Subvention	147 102	133 342	132 926
BSI Financement Intérieur	207 500	176 375	176 375
	458 352	392 698	392 281
710 AUTORITE ROUTIERE			
BSI Financement Intérieur	664 000	564 400	564 400
	664 000	564 400	564 400
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE			
Transfert et Subvention	525 972	420 778	420 778
	525 972	420 778	420 778
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE			
Transfert et Subvention	200 664	148 881	148 881
BSI Financement Intérieur	1 713 950	1 642 071	1 642 071
	1 914 614	1 790 952	1 790 952
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
Equipement et Investissement	20 750	16 596	16 596
Transfert et Subvention	134 253	108 804	108 804
BSI Financement Intérieur	124 500	110 317	110 317
	279 503	235 716	235 716
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER			
Equipement et Investissement	41 500	33 197	33 197
Transfert et Subvention	168 710	151 467	151 467
BSI Financement Intérieur	1 826 000	1 813 889	1 813 889
	2 036 210	1 998 553	1 998 553
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI			
Equipement et Investissement	20 750	16 586	16 586
Transfert et Subvention	256 051	232 784	232 503
BSI Financement Intérieur	1 469 100	1 468 999	1 468 998
	1 745 901	1 718 368	1 718 087
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE			
Transfert et Subvention	235 303	211 911	210 481
BSI Financement Intérieur	622 500	529 120	529 120
	857 803	741 031	739 601
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE			
Transfert et Subvention	3 203 665	3 182 826	3 182 826
BSI Financement Intérieur	373 500	373 500	373 500
	3 577 165	3 556 326	3 556 326
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
Equipement et Investissement	41 500	33 200	33 200
Transfert et Subvention	157 688	148 091	144 698
BSI Financement Intérieur	207 500	180 796	180 796
	406 688	362 087	358 694

(En milliers de FCFA)

724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)			
Transfert et Subvention	136 073	117 669	114 930
BSI Financement Intérieur	166 000	143 199	143 199
	302 073	260 868	258 129
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI			
Equipement et Investissement	830 000	829 998	829 998
Transfert et Subvention	4 332 790	4 332 132	4 309 831
	5 162 790	5 162 130	5 139 829
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE			
Equipement et Investissement	9 960	7 951	7 951
Transfert et Subvention	347 649	307 015	311 418
BSI Financement Intérieur	249 000	211 650	211 650
	606 609	526 616	531 019
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	162 564	139 028	129 171
BSI Financement Intérieur	290 500	290 494	290 488
	453 064	429 522	419 659
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATO & COMMUNICATION			
Equipement et Investissement	62 853	50 189	50 189
Transfert et Subvention	1 953 267	1 848 302	1 848 161
	2 016 120	1 898 491	1 898 350
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			
Equipement et Investissement	8 300	6 640	6 640
Transfert et Subvention	344 500	397 035	319 378
BSI Financement Intérieur	124 500	105 824	105 824
	477 300	509 499	431 842
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)			
Equipement et Investissement	12 450	9 950	9 950
Transfert et Subvention	140 492	115 591	112 235
BSI Financement Intérieur	124 500	105 822	105 822
	277 442	231 363	228 007
817 AGENCE POUR PROMOT <sup>5</sup> EXPORTATIONS MALI			
Equipement et Investissement	58 930	47 129	47 129
Transfert et Subvention	120 625	107 979	106 873
BSI Financement Intérieur	83 000	70 548	70 548
	262 555	225 656	224 550
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS			
Equipement et Investissement	16 600	13 246	13 246
Transfert et Subvention	139 812	129 339	129 327
BSI Financement Intérieur	581 000	562 246	562 246
	737 412	704 831	704 818

(En milliers de FCFA)

825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
Equipement et Investissement	148 985	144 290	144 290
Transfert et Subvention	512 661	476 409	477 088
BSI Financement Intérieur	207 500	176 375	176 375
	869 146	797 073	797 752
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL			
Equipement et Investissement	157 700	151 023	151 023
Transfert et Subvention	481 367	442 600	438 912
BSI Financement Intérieur	415 000	374 538	374 538
	1 054 067	968 160	964 472
827 OFFICE RIZ MOPTI			
Transfert et Subvention	253 809	239 523	211 455
BSI Financement Intérieur	269 750	249 519	226 486
	523 559	489 042	437 942
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE			
Equipement et Investissement	74 700	59 760	59 760
Transfert et Subvention	460 516	424 129	424 302
BSI Financement Intérieur	373 500	317 458	315 712
	908 716	801 346	799 774
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE			
Equipement et Investissement	207 500	166 000	126 706
Transfert et Subvention	2 882 958	2 826 388	2 826 049
BSI Financement Intérieur	373 500	317 447	317 447
	3 463 958	3 309 836	3 270 202
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE			
Equipement et Investissement	49 800	39 832	39 832
Transfert et Subvention	571 098	542 318	542 312
BSI Financement Intérieur	166 000	141 098	141 098
	786 898	723 248	723 242
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
Transfert et Subvention	55 650	41 519	2 984
	55 650	41 519	2 984
835 OFFICE RIZ SEGOU			
Transfert et Subvention	425 672	391 633	380 006
BSI Financement Intérieur	1 162 000	993 913	935 855
	1 587 672	1 385 547	1 315 861
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA			
Transfert et Subvention	315 222	304 035	302 465
BSI Financement Intérieur	1 803 590	1 787 499	1 785 845
	2 118 812	2 091 534	2 088 309

(En milliers de FCFA)

839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX			
Equipement et Investissement	55 610	44 472	44 472
Transfert et Subvention	595 981	490 164	503 013
BSI Financement Intérieur	332 000	282 199	282 199
	983 591	816 835	829 684
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE			
Transfert et Subvention	183 079	121 137	111 347
BSI Financement Intérieur	166 000	153 309	121 644
	349 079	274 446	232 991
865 OFFICE MALIEN DU TOURISME & DE L'HOTELLERIE			
Transfert et Subvention	252 912	248 887	248 886
BSI Financement Intérieur	120 350	102 297	102 297
	373 262	351 184	351 183
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			
Equipement et Investissement	41 500	33 200	33 200
Transfert et Subvention	79 800	54 840	39 840
	121 300	88 040	73 040
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOTO QUALITE			
Equipement et Investissement	37 350	29 860	19 802
Transfert et Subvention	125 774	102 248	93 866
BSI Financement Intérieur	62 250	58 054	58 054
	225 374	190161	171 722
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE			
Equipement et Investissement	29 050	29 050	29 050
Transfert et Subvention	81 462	71 500	71 465
BSI Financement Intérieur	99 600	90 163	90 163
	210 112	190713	190 678
900 DISTRICT DE BAMAKO			
Personnel	23 864 658	23 246 089	23 310 842
Matériel & Fonctionnement	6 481 748	6 313 054	6 313 051
Déplacement & Mission	465 945	401 817	401 811
Communication & Energie	1 600 000	1 599 861	1 599 861
Autres Dépenses	10 256 836	9 203 974	9 198 640
Bourses	101 878	50 815	50 815
Transfert et Subvention	763 931	720 639	720 639
Appui Budgétaire	81 000	80 903	80 903
Personnel (Collectivité)	12 042 324	11 762 744	11 762 306
	55 658 320	53 379 896	53 438 869

(En milliers de FCFA)

901 REGION DE KAYES			
Personnel	8 583 673	8 373 187	7 296 634
Matériel & Fonctionnement	2 719 445	2 595 178	2 574 854
Déplacement & Mission	496 371	411 843	409 226
Communication & Energie	1 680 994	1 421 565	1 375 281
Autres Dépenses	2 115 466	1 988 814	1 953 501
Transfert et Subvention	1 341 877	1 212 194	1 204 204
Appui Budgétaire	81 000	65 873	62 864
Personnel (Collectivité)	13 761 725	13 749 835	13 730 486
	30 780 551	29 818 489	28 607 050
902 REGION DE KOULIKORO			
Personnel	11 132 258	11 042 719	10 792 089
Matériel & Fonctionnement	4 770 206	4 647 101	4 439 597
Déplacement & Mission	634 801	517 983	512 299
Communication & Energie	1 318 162	1 309 953	1 309 413
Autres Dépenses	6 337 509	6 154 437	6 144 281
Equipement et Investissement	3 160	2 528	2 528
Transfert et Subvention	1 150 531	1 071 057	1 033 507
BSI Financement Intérieur	150 000	122 980	0
Personnel (Collectivité)	17 487 589	17 473 441	17 473 441
	42 984 216	42 342 198	41 707 155
903 REGION DE SIKASSO			
Personnel	12 233 089	11 470 366	12 107 042
Matériel & Fonctionnement	3 579 429	3 528 517	3 517 058
Déplacement & Mission	459 225	396 292	389 882
Communication & Energie	1 675 228	1 675 213	1 670 213
Autres Dépenses	4 477 766	4 316 939	4 298 879
Bourses	270 270	269 990	269 990
Transfert et Subvention	2 099 150	2 042 712	2 015 202
BSI Financement Intérieur	2 500 000	2 483 907	2 446 790
Appui Budgétaire	1 992 000	1 991 945	1 991 945
Personnel (Collectivité)	17 678 884	17 675 743	17 675 740
	46 965 041	45 851 623	46 382 740
904 REGION DE SEGOU			
Personnel	10 496 296	9 958 513	10 106 007
Matériel & Fonctionnement	2 686 948	2 630 204	2 441 311
Déplacement & Mission	498 718	417 334	417 262
Communication & Energie	1 150 155	1 150 152	1 045 673
Autres Dépenses	3 201 409	3 023 706	2 770 804
Bourses	175 237	165 422	165 398
Transfert et Subvention	1 185 423	1 135 061	1 080 320
BSI Financement Intérieur	672 795	567 013	567 013
Appui Budgétaire	81 000	81 000	81 000
Personnel (Collectivité)	13 984 044	13 982 100	13 982 100
	34 132 025	33 110 505	32 656 887

(En milliers de FCFA)

905 REGION DE MOPTI			
Personnel	7 309 976	6 772 614	4 767 931
Matériel & Fonctionnement	2 470 510	2 418 786	2 376 707
Déplacement & Mission	472 434	394 351	383 145
Communication & Energie	1 253 545	1 254 150	1 068 902
Autres Dépenses	1 755 454	1 685 752	1 644 346
Bourses	11 760	5 176	3 583
Transfert et Subvention	1 355 834	1 209 795	883 335
BSI Financement Intérieur	1 455 909	1 237 523	1 237 523
Appui Budgétaire	206 000	205 996	110 209
Personnel (Collectivité)	11 158 459	11 158 442	11 085 538
	27 449 881	26 342 584	23 561 218
906 REGION DE TOMBOUCTOU			
Personnel	3 853 867	3 819 844	4 166 502
Matériel & Fonctionnement	1 048 549	994 334	957 159
Déplacement & Mission	435 654	366 838	352 908
Communication & Energie	634 553	644 804	644 804
Autres Dépenses	602 457	547 864	534 525
Transfert et Subvention	761 297	647 212	563 825
BSI Financement Intérieur	4 696 651	3 995 617	3 995 617
Appui Budgétaire	486 000	480 972	480 972
Personnel (Collectivité)	5 022 248	5 018 644	5 016 109
	17 541 276	16 516 129	16 712 420
907 REGION DE G A O			
Personnel	4 158 578	3 992 129	4 153 964
Matériel & Fonctionnement	1 102 224	1 015 633	916 699
Déplacement & Mission	450 272	375 895	364 190
Communication & Energie	670 566	625 003	556 546
Autres Dépenses	733 542	684 253	643 990
Bourses	34 178	32 205	32 205
Transfert et Subvention	580 351	565 042	560 810
BSI Financement Intérieur	4 578 017	2 494 250	2 494 250
Personnel (Collectivité)	5 886 766	5 642 176	5 641 806
	18 194 494	15 426 585	15 364 461
908 REGION DE KIDAL			
Personnel	891 834	805 555	845 424
Matériel & Fonctionnement	576 950	278 598	273 706
Déplacement & Mission	335 327	267 596	265 070
Communication & Energie	200 000	33 845	24 102
Autres Dépenses	198 602	88 053	87 240
Transfert et Subvention	171 096	116 893	110 898
BSI Financement Intérieur	2 411 973	2 050 177	2 050 177
Personnel (Collectivité)	1 311 068	1 310 497	1 299 482
	6 096 850	4 951 214	4 956 098

(En milliers de FCFA)

950 BUDGETS ANNEXES			
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	5 283 281	3 477 449	3 215 689
	5 283 281	3 477 449	3 215 689
970 COMPTES & FONDS SPECIAUX			
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	113 015 131	105 055 318	105 051 991
	113 015 131	105 055 318	105 051 991
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>	<b>1 624 387 173</b>	<b>1 537 469 380</b>	<b>1 522 227 815</b>